lutte ouvrière

Pour que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier

HEBDOMADAIRE
paraît le mercredi

N° 58

8 OCTOBRE 1969

1 F

UNE JUSTICE CONDAMNEE

Le salon des contradictions :

Un monde fou

qui profite à tous... les exploiteurs

(p. 12)

● **Tchécoslovaquie : Husak réécrit l'histoire.** (p. 2)

● **La rentrée scolaire.** (p. 4 et 5)

● **Vers une monnaie internationale ?** (p. 6)

● **Vers un rapprochement C.G.T. - C.F.D.T. ?** (p. 7)

UNE JUSTICE CONDAMNEE

LE ton a été donné par le Président de la République en personne : au travers d'une citation de Paul Eluard, l'esthète de la poésie qui se cache derrière le masque rébarbatif de Georges Pompidou a condamné l'action de la justice dans l'affaire Russier.

Le Chef a parlé, et les serviteurs obéissent. Depuis plusieurs jours, la grande presse, dite d'information, multiplie les attaques contre les abus de l'appareil judiciaire et policier. L'Aurore titre : « Réformez la justice », tandis que France-Soir, par l'intermédiaire de son procureur général Jean Ferniot, habituellement mobilisé pour plaider d'autres causes, dresse le « Réquisitoire contre la Justice ».

Pour compléter et enrichir cette belle brochette des défenseurs de la Justice, le premier Président de la Cour de Cassation, pour la rentrée de cette Haute Cour, a prononcé un discours où il n'a pas épargné ses critiques contre un système vieux de plus de cent soixante ans et dont les « imperfections » se sont faites si cruellement sentir ces derniers temps.

Le Garde des Sceaux enfin a bénéficié de la publicité bienveillante de la grande presse pour annoncer des projets qui se veulent réformateurs et qui tendraient à mieux garantir et protéger les libertés individuelles : retouches du Code de procédure pénale et du Code pénal tendant à diminuer les emprisonnements préventifs, assouplissements des dispositions relatives au sursis...

A l'ombre de toutes ces sommités, il est donc permis aujourd'hui de critiquer la Justice. Il est possible d'écrire que des policiers mentent, falsifient, se livrent à des voies de fait. Il est possible de dire, haut et fort, que des juges d'instruction ferment les yeux sur les illégalités qui entâchent l'enquête policière et acceptent des témoignages douteux, des expertises équivoques.

Mais ceux-là même qui poussent des cris, montent en épingle tel ou tel cas particulier et feignent de découvrir, d'une seul coup, l'inhumanité de l'appareil judiciaire, la terrible indélicatesse de la police, sont bien mal placés pour dénoncer les tares d'un système qu'ils couvrent depuis toujours et qu'ils continuent aujourd'hui encore à protéger, même s'ils en dénoncent certains abus.

Où étaient-elles, ces bonnes âmes éprises d'équité, lorsque la justice française assassinait les militants algériens qui se dressaient contre le colonialisme ? Quand donc France-Soir a-t-il protesté contre les tortures, contre les passages à tabac ? Quel quotidien d'information a-t-il entrepris une campagne systématique contre le scandale de la détention préventive qui touche 10.000 « présumés délinquants » alors qu'elle ne devrait être que l'exception ?

Et aujourd'hui même, après les affaires Russier et Deveaux, en pleine campagne de purification, aucun quotidien n'a protesté contre la violation de la loi dont est victime le jeune professeur de Nîmes, écroué arbitrairement pour ne pas avoir dénoncé certains de ses élèves qui se droguaient.

En vérité, ni les timides projets gouvernementaux, ni l'hypocrite indignation de la grande presse ne changeront en rien le système judiciaire français.

Il n'est certes pas impossible de modifier tel ou tel aspect de la législation actuelle, de réprimer tel ou tel abus particulier. Mais interdire à la police d'agir comme elle le fait depuis des décennies, mettre sur pied une Justice au service de tous les citoyens, voilà ce qu'aucun législateur bourgeois ne saurait faire.

Chargées avant tout de faire respecter « l'ordre public », c'est-à-dire de permettre à la bourgeoisie de faire fructifier son capital en toute tranquillité, la justice et la police, de par leurs fonctions mêmes, ne peuvent être au service de tous.

S'en tiendraient-ils au texte de la loi, s'interdiraient-ils d'empiéter sur les règles posées par le législateur, le juge et le policier, au service d'une législation de classe, n'en multiplieraient-ils pas moins les abus « légaux ».

Mais les violations continuelles des grands principes démocratiques — respect de la personne humaine, garantie de la liberté individuelle, liberté politique, liberté d'expression... sont inévitables.

Ce n'est pas d'hier que la bourgeoisie viole sa propre légalité et piétine ses principes sacrés. A peine une menace se profile-t-elle, tendant à remettre en cause son pouvoir, que la bourgeoisie, prise par la panique, range bien vite son propre Code pénal pour donner à ses policiers, à ses juges, à son armée, mission de liquider les « éléments subversifs », et cela par tous les moyens. A peine un conflit social prend-il de l'ampleur qu'on n'a de cesse de briser le mouvement sans se soucier outre mesure de la légalité.

Que la magistrature et surtout la police, spécialisée dans l'exécution des basses œuvres, soient déformées par leur fonction, comment s'en étonner ?

La condition première d'une justice et d'une police démocratique est le contrôle qui doit être exercé par l'ensemble des citoyens. Après 1789, la bourgeoisie triomphante en avait bien posé le principe, mais n'a jamais été capable de l'appliquer.

Jamais la bourgeoisie ne pourra permettre un contrôle effectif et démocratique sur ses propres instruments d'exploitation. L'appareil judiciaire et policier sont des chasses gardées. Ils rendent des services inappréciables aux possédants. Et c'est pourquoi tous leurs écarts sont systématiquement couverts.

Seul le prolétariat, en prenant le pouvoir dans l'intérêt de l'immense majorité de la population, pourra mettre sur pied une justice qui n'ait rien à cacher à personne et qui n'aura rien à redouter du contrôle.

Gustav Husak (U.P.I.)

EN TCHÉCOSLOVAQUIE :

HUSAK RÉÉCRIT L'HISTOIRE

EN Tchécoslovaquie, la sinistre comédie de la « normalisation » n'en est pas encore à son terme. Smrkovsky limogé ; Dubcek rétrogradé ; après ces mesures spectaculaires prises lors de la session plénière du C.C. du P.C. tchécoslovaque, réunie du 25 au 27 septembre dernier, les épurations se succèdent en avalanche. A tel point qu'on ne compte même plus ceux qui, ces jours derniers, ont été victimes d'exclusions, de « libération » de leurs fonctions, de « démissions volontaires » ou de blâmes publics. Dans l'appareil de l'Etat, dans celui du Parti, dans tous les organismes publics, c'est une valse ininterrompue des postes de responsables.

Il faut dire que les nouveaux dirigeants tchécoslovaques, les Husak et consorts, se sont attelés à une entreprise grandiose, celle de réécrire l'Histoire.

Qui plus est, il faut aujourd'hui, non pas seulement que tout ce qu'on a appelé le « Printemps de Prague » soit oublié ou passé sous silence, mais bien, que tout cela n'ait pas eu lieu. En août 1968, le peuple tchécoslovaque a fait de la mauvaise histoire, de l'histoire anti-soviétique (donc anti-socialiste), et c'est aux dirigeants actuels qu'incombe donc la tâche de la réécrire. Tâche ardue, mais dont les larbins de Moscou viennent à bout tant bien que mal.

Pour commencer, ils ont entamé le processus d'épuration, processus de longue haleine puisqu'il y a un an, tout l'appareil d'Etat, ou peu s'en faut, était ouvertement complice.

Mais, ce processus engagé, il fallait aller plus loin et réexpliquer les événements, c'est-à-dire transformer l'agression militaire russe en une intervention pleinement justifiée, cela, grâce à l'hypothèse d'un complot anti-socialiste préparé de longue date.

Cela admis, il ne restait plus qu'à corriger en conséquence les nombreuses erreurs politiques du Parti Communiste tchécoslovaque. C'est à cette tâche que s'attellent aujourd'hui Husak et consorts. Et c'est ainsi, qu'à tours de bras, le C.C. du P.C. tchécoslovaque annule résolutions sur résolutions, parmi lesquelles :

1) La résolution, en date du 21 août 1968, qui condamnait l'intervention des forces du Pacte de Varsovie (puisque, selon la nouvelle version, cette intervention était pleinement justifiée) ;

2) La réponse du P.C. aux cinq pays « frères », datée de juillet 1968, où le P.C. refusait l'invitation à se rendre à la conférence de Varsovie. (Malheureusement, si le P.C., toujours selon cette nouvelle version, n'a pas refusé l'invitation, il est difficile, après coup, de faire qu'il l'ait acceptée...)

Ainsi, on passe actuellement au peigne fin toutes les résolutions du P.C., des syndicats et autres organisations... Sinistre farce.

A ce point sinistre, que même le P.C.F. ne doit pas trouver la plaisanterie à son goût. Lui qui avait pris la peine, en août 1968, après avoir affirmé sa « réprobation » de l'intervention soviétique, de préciser qu'il s'agissait, en fait, d'une « désapprobation », voilà maintenant qu'on lui apprend qu'il n'y avait ni à « désapprouver » ni même simplement à « réprouver » !

Espérons que M. Pavel Auersperg, chef de la section étrangère du C.C. du P.C. tchécoslovaque, qui tenterait actuellement, depuis deux jours, d'expliquer aux dirigeants du P.C.F. ce qui se serait passé à Prague, leur fournira une version quelconque. Ils pourraient alors, dans « L'Humanité », publier de cette affaire autre chose que des dépêches d'agences, tronquées ou sans commentaire.

WILLY BRANDT CHANCELIER

Du rouge à l'orange

DANS quelques jours, si tout se passe normalement, les sociaux-démocrates allemands (S.P.D.) seront au pouvoir en République fédérale. Seuls, ou presque. Certes les voix des trente députés libéraux leur sont nécessaires pour assurer par une petite majorité de six voix l'élection de Willy Brandt au poste de chancelier. A ceux-là le S.P.D. a donc déjà dû faire certaines concessions qui aboutissent à affaiblir encore les quelques nuances socialistes qu'aurait pu conserver — par un pur hasard, soyons-en sûrs — son programme. Mais, gens pratiques, les libéraux étaient plus intéressés par les trois maroquins ministériels qui leur ont été promis que par un programme qui n'engage pas ses auteurs.

De droite à gauche : **Kiesinger, W. Brandt, Ehnke, ministre de la Justice, et Shiller, ministre de l'Economie...** (U.P.I.)

De l'ancienne coalition...

Pour la première fois dans l'histoire de la République fédérale allemande, le parti socialiste va donc avoir la pleine et entière responsabilité du gouvernement, responsabilité que depuis trois ans il se contentait de partager — en second — avec la C.D.U. de Kiesinger.

Dans l'histoire de la R.F.A. mais pas dans celle de l'Allemagne. De tous les grands partis sociaux démocrates ou apparentés — ceux qui constituèrent la seconde Internationale ouvrière — l'allemand fut le premier à accéder au gouvernement. Bien avant le parti travailliste anglais ou la S.F.I.O. qui ont dû attendre 1924 ou même 1936 sous les directions respectives de Ramsay MacDonald et de Léon Blum.

Au S.P.D., c'est dès 1918 qu'échut ce redoutable honneur. Ce n'était certes pas n'importe quelle époque de l'histoire de l'Allemagne et du monde. Le régime impérial et les classes dirigeantes du pays, responsables d'une guerre de quatre ans et de deux millions et demi de tués, étaient déconsidérés par la défaite et honnis par la population. La classe ouvrière et une partie de l'armée soulevée avaient commencé à former des conseils d'ouvriers et de soldats à l'exemple de ce qui s'étaient passé en Russie l'année précédente. Le pouvoir ouvrier et le socialisme étaient à l'ordre du jour.

Sous la direction des Ebert et des Noske, le S.P.D. a fait rentrer les choses dans l'ordre bourgeois. Il a brisé l'élan révolutionnaire des ouvriers et des soldats. Il a couvert, sinon ordonné, l'assassinat des chefs spartakistes, Karl Liebnecht et Rosa Luxembourg, coupables de vouloir réellement cette révolution socialiste.

Et puis, lorsqu'il eut rempli son rôle, lorsqu'il eut étouffé en Allemagne la révolution prolétarienne, dont dépendait le sort de la révolution russe et le sort du monde entier, le S.P.D. remit sagement le pouvoir aux bons vieux partis bourgeois reconstitués. Moins de quinze ans plus tard, Hitler venait au pouvoir.

Certes, tout cela date beaucoup et le S.P.D. d'aujourd'hui est bien différent de celui de 1918. Mais si cinquante ans d'une histoire souvent dramatique ont changé le S.P.D. ce n'est pas en mieux. Comme tous les partis sociaux démocrates, il a mal vieilli et n'a fait chaque jour que s'éloigner un peu plus de ses origines ouvrières et révolutionnaires.

Depuis des années, il a renoncé, très officiellement, au marxisme, une idéologie par trop compromettante. Et l'essentiel de sa récente campagne électorale fut axé sur le désir de convaincre l'électeur qu'il n'était pas le parti ouvrier qu'on croyait (mais qui donc ?). Ainsi, on l'a vu se glorifier par voie d'affiche d'avoir parmi ses électeurs des militaires, des banquiers et des curés. Il a même abandonné la couleur rouge, qui inciterait, paraît-il, les électeurs au pessimisme, pour l'orange.

D'ailleurs, depuis trois ans, il a partagé sans broncher la responsabilité du gouvernement avec la C.D.U. Cela ne lui a posé qu'un problème : celui de trouver au moment des élections un programme qui puisse le distinguer de tout de même un peu de son partenaire gouvernemental et adversaire électoral.

L'avenir du gouvernement Willy Brandt n'est donc pas bien difficile à prévoir. La politique du gouvernement allemand à quelques nuances près — et elles seront sans doute bien difficiles à saisir — sera la même qu'elle a été depuis vingt ans avec la C.D.U. Il n'y a aucune raison de penser que les trois ans de travaux pratiques pris auprès de celle-ci par le S.P.D. soient perdus.

Et depuis cinquante ans, depuis que pour la première fois un parti social-démocrate accédait au pouvoir, est-ce que ce n'a pas été toujours la même histoire ? Est-ce que les soi-disant socialistes, partout et toujours, n'ont pas gouverné au mieux des intérêts des possédants ? Comme le fit encore en France, en 1956, Guy Mollet qui, entre autre, intensifia la guerre colonialiste d'Algérie en y envoyant le contingent. Comme le fait aujourd'hui Wilson en Grande-Bretagne.

L'Allemagne socialiste n'est pas pour demain.

W. Brandt et Walter Scheel, personnalité libérale ... à la nouvelle. (U.P.I.)

EN GRÈCE :

les colonels et la liberte ...de répression

VENDREDI dernier, lors d'une conférence de presse, M. George Papadopoulos, premier ministre, a exposé sa théorie de retour vers une « démocratie »... très dirigée :

« Le plâtre mis au patient est maintenant retiré. Le malade a des béquilles et a fait ses premiers pas, aidé d'un parent. Nous espérons qu'il ne tombera pas et ne se brisera pas de nouveau une jambe. Nous prions pour lui. »

En attendant les effets des prières, les Grecs auront le privilège, selon ses déclarations, de « bénéficier des libertés individuelles y compris dans le domaine de la justice et de la presse ».

On est en droit de soupçonner les colonels d'être acculés à de pareilles extrémités, moins par sollicitude pour le « peuple malade » que par souci d'être présentables dans le rang protocolaire de « la liberté démocratique occidentale ». Et comme le protocole ne s'est jamais soucié que de l'Etiquette, la tâche ne leur a pas paru insurmontable. On avait d'ailleurs intérêt à activer les choses. En effet, jusqu'à ce fieffé réactionnaire de Caramanlis, en exil à Paris depuis 1964, qui, la semaine dernière, s'est offert en « libérateur » (à poigne il est vrai) de la terre Hellène. Les parlementaires Européens se devaient de ne pas être en reste. Ils s'offusquèrent un peu plus bruyamment que d'habitude de cette dictature trop voyante. Réunis à Strasbourg, lors d'une session du Conseil de l'Europe, ils envisagèrent même sérieusement la semaine passée d'exclure la représentation grecque de leurs rangs. Mais leurs bonnes intentions ne résistèrent pas à la protestation du député Pierre de Montesquiou, digne représentant de la France démocratique, qui vint au secours de la démocratie d'exception athénienne en « émettant des doutes quant à l'opportunité des débats ». Le siège grec au respectable parlement européen fut donc sauvé, mais l'opinion publique n'en est pas calmée. Elle va jusqu'à troubler, un peu tardivement, la conscience des amis américains. Aux Etats-Unis, « certains milieux », comme on dit, vantent de plus en plus fraîchement les mérites des colonels. On doit vraiment regretter là-bas qu'une droite parlementaire à la Caramanlis n'ait pas pu défendre les intérêts de la « démocratie américaine » en Grèce et se museler le peuple grec avec plus d'élégance que ces militaires au grade médiocre.

En tout cas, les colonels, en mal de réputation, ne désespèrent pas de montrer aux U.S.A. qu'ils connaissent aussi bien que d'autres les principes démocratiques, se réservant le soin d'en faire usage à leur manière.

Aussi, après avoir arrêté ces derniers jours le journaliste Jean Starakis, opéré de nouvelles arrestations à Athènes, arrêté le général en retraite George Iordannidis, l'avocat Christos Rokofyllas et son épouse, après avoir condamné la semaine dernière le communiste Farakos à six ans de prison, pendant qu'il garde dans ses geôles et ses camps 1.800 personnes déclarées, et combien d'ignorées, qu'il en torture combien d'autres..., le régime des colonels daigne offrir aujourd'hui aux citoyens grecs des « béquilles » qui doivent assurer une « normalisation » (le mot a pourtant déjà fait fortune) que ne se lassent pas de réclamer les démocrates occidentaux.

Ainsi, pourvu que le citoyen grec « ne porte pas atteinte à l'ordre public », ni à « la sécurité nationale », ni à « l'intégrité du territoire », qu'il « ne tende pas à ébranler la confiance du public dans la monnaie nationale », qu'il « ne vise pas à nuire à l'économie », ni à « raviver » les passions politiques, pourvu donc qu'il ne parle que de ce qui n'intéresse personne, et qu'il suive les conseils impératifs du futur « guide du citoyen » à paraître en janvier 70, il pourra comme dirait Beaumarchais, en toute liberté, dire, imprimer ce qui lui plaît sous la direction néanmoins de quelques censeurs...

Mais un colonel ne fait rien à moitié, et la libéralisation n'aura pas de limites : l'armée deviendra incompétente en matière judiciaire, la liberté de personne « est déclarée inviolable », sauf bien sûr pour ceux qui porteront atteinte à l'ordre public, à la sécurité nationale, à l'intégrité du territoire, qui « tendront à ébranler la confiance du public dans la monnaie nationale », qui viseront à nuire à l'économie, à raviver les passions... et on connaît la suite.

L'AFFAIRE SENIK :

une mesure scandaleuse

M. SENIK, professeur de philosophie au lycée Bergson à Paris, a été suspendu de ses fonctions avant enquête. Il conserve son traitement. La mesure a été prise par le ministre, elle fait suite à une démarche de parents d'élèves.

Il convient d'ajouter que M. Senik est gauchiste. Suspendu avant enquête, cela signifie qu'avant d'avoir établi les faits reprochés à Senik, on le retire de ses fonctions pour l'empêcher de nuire !

Que lui reproche-t-on d'ailleurs ? De parler politique pendant ses cours et de n'avoir pas eu suffisamment de « succès » au baccalauréat, pour parler le jargon des enseignants, c'est-à-dire au fond d'être responsable de l'échec de ses élèves.

Voilà ce que devra établir l'enquête administrative. On lui souhaite bien du plaisir. Sur ces bases, on devrait suspendre près de la moitié des enseignants, puisque à l'échelle du pays, 48 à 50 % des élèves sont régulièrement recalés au bac (on a même reproché aux profs gauchistes d'avoir été trop indulgents en 68 et d'avoir fait tomber grossièrement ce pourcentage considéré comme le garant d'un certain niveau !). Quant au contenu politique de l'enseignement, à d'autres ! Sous prétexte de laïcité, depuis un siècle, instituteurs et professeurs se font l'écho fidèle des principes et préjugés bourgeois concernant la famille, la patrie, la hiérarchie, la soumission et Jeanne d'Arc et les horribles « pétroleuses » de la Commune... nous en passons et des meilleures.

De tout cela, il reste qu'un professeur gauchiste, parce qu'il était gauchiste, s'est vu suspendre de ses fonctions selon une procédure pour le moins curieuse.

Généralisez un peu. S'il suffit d'une démarche de quelques parents d'élèves pour « casser » un prof, à quoi ne va-t-on pas assister, surtout en province où le poids des notables est encore plus lourd ?

A l'heure où l'on parle d'une réforme judiciaire tendant à préserver les droits du prévenu, il est remarquable de voir que l'affaire Sénik est passée dans l'indifférence presque générale de la presse dite d'information.

Et ce qui est pire, c'est que le S.N.E.S., syndicat auquel adhère Sénik, s'est borné à demander que l'enquête ait lieu le plus rapidement possible et que toutes les garanties soient assurées à Sénik. Pas un mot pour s'élever contre la procédure. Pas un mot pour s'élever contre les atteintes à la liberté de l'enseignant dans sa classe.

Là encore, l'explication est simple. Sénik est gauchiste. Pour la tendance « Unité et Action » (d'obédience P.C.F.) qui dirige le S.N.E.S., le gauchisme n'est-il pas suffisamment dangereux pour justifier des mesures répressives même exceptionnelles. Cette attitude est grave, elle ouvre la porte à tous les passe-droits et, en fin de compte, ne peut manquer de se retourner contre ses auteurs.

Les professeurs de philosophie ont pour leur part déjà entrepris des démarches auprès des autorités et une campagne d'information auprès de leurs collègues. Çà et là, à leur initiative, les sections locales du S.N.E.S. ont adopté des textes de protestations et exigé du S.N.E.S. une prise de position de principe dans les délais les plus brefs.

AU COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE D'AUBERVILLIERS :

un point noir qui dure depuis deux ans

LE ministre de l'Education nationale a déclaré que la rentrée, en dehors de quelques « points noirs », avait été satisfaisante. La presse a cité certains « points noirs » qui sont scandaleux, mais il est des cas, comme celui du C.E.T. Malicet à Aubervilliers, qui sont à peine croyables.

Dire qu'il n'a de collège que le nom n'est pas une image. Installé en octobre 1968 dans l'ancienne usine Malicet-SKF, les quelque 400 élèves qui furent alors accueillis n'y trouvèrent que des murs ; pratiquement pas de classes, sinon quelques salles « isolées » des ateliers par des panneaux de contreplaqué, sans aucun chauffage, souvent sans tableau... Bien entendu, aucun matériel, ni pédagogique, ni d'aucune sorte, en dehors de quelques machines abandonnées par l'usine parce que inutilisables...

Cette situation devait durer toute l'année et jusqu'aux vacances les professeurs furent contraints de faire de la garderie. Quant aux élèves, ils avaient purement et simplement perdu leur année scolaire.

Les innombrables démarches, protestations, pétitions, etc., avaient pourtant abouti à quelques promesses pour la rentrée : construction de neuf classes préfabriquées, allocation de 50 millions d'A.F. (sur les deux cents réclamés et nécessaires au simple lancement de l'établissement).

Mais, le 15 septembre, ceux qui avaient espéré durent déchanter : aucune trace de classe nouvelle, sur cinquante-quatre professeurs légalement nécessaires, seuls dix-neuf avaient été nommés, pour sept cents élèves... L'administration demandait aux enseignants de faire un effort en assurant des heures supplémentaires allant de quelques-unes à... plusieurs dizaines, avec bien entendu le nombre maximum d'élèves. Elle se vit opposer un refus unanime des professeurs qui n'acceptaient pas de devoir masquer la carence scandaleuse du gouvernement, d'autant que de nombreux professeurs en poste l'année passée avaient été mutés arbitrairement, quelquefois à plus de 50 kilomètres de Paris, ou même restaient sans affectation.

Encore ne s'agit-il là que d'un aspect du scandale ; il serait fastidieux d'énumérer le manque de matériel. Disons simplement, par exemple, que les soixante-douze élèves de l'atelier de mécanique générale ne disposent que de trois fraiseuses (sans fraise) sur soixante-deux machines nécessaires. Les autres seront livrées dans le courant de l'année, voire fin 70.

Devant cette situation, parents, élèves et professeurs se sont réunis et ont décidé d'élever diverses protestations mais surtout de faire éclater le scandale. C'est ainsi que le samedi 23, le C.E.T. a été ouvert aux parents et à la population d'Aubervilliers. Pendant trois heures, un millier de personnes environ ont pu se rendre compte et discuter sur place de la situation avec les professeurs et les élèves. Ils ont eu là un aperçu du plan d'austérité de Chaban et ils ont pu voir comment « le front de l'enseignement a tenu », comme le dit le recteur Mallet.

En fin de compte, le ministère, sans doute pour calmer un peu le mécontentement, a accordé quelques-uns des postes réclamés et envoyé divers « faiseurs de projets ». Mais quel que soit le résultat, et vu l'état actuel du C.E.T., il paraît évident que cette seconde « année scolaire » n'en sera pas une et que les élèves, qui devront pourtant se présenter l'an prochain au C.A.P., l'auront perdue tout comme la précédente.

Et le ministre est satisfait ! Sans nul doute, sa satisfaction est de voir fabriquer des OS ou des futurs chômeurs.

Adresser toute correspondance à

Michel RODINSON

INITIATIVE SOCIALISTE

54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - PARIS-6e

Cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement

ATTENTION !

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :

Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

La rentrée au C.E.S. de Stains

POUR la rentrée 68, la ville de Stains (Seine-Saint-Denis), a eu enfin son C.E.S.

Pas exactement pour la rentrée, à vrai dire, car le 15 septembre les travaux étaient à peine commencés. On repoussa donc l'inauguration au 29.

Le 29 au matin, les élèves affluent vers le collège, guidés par des flèches disposées un peu partout le long du chemin. Flèches bien nécessaires, car voici qu'elles nous amènent à un chantier dominé par deux grues immenses. Une pancarte, « chantier interdit au public », voisine avec une autre, un peu plus loin, « C.E.S. ». Laquelle faut-il croire ?

Un peu éberlués, les enfants observent le va-et-vient des grues qui transportent de grands panneaux de béton, les ouvriers qui, dans une tranchée, installent des canalisations.

Et l'école, où est-elle ? Au milieu du chantier se dressent deux bâtiments, dont l'un n'est qu'une carcasse de béton vide, sans porte ni fenêtre. L'autre, plus grand (un étage), possède des vitres, qui sont bien visibles car elles portent encore des signes à la peinture blanche.

Quelqu'un écarte une barrière, fait entrer les enfants dans un étroit sentier caillouteux où l'on se tord les pieds. Ils arrivent dans le préau qui ouvre sur la future cour de récréation : pour l'instant, le chantier avec des grues. On appelle les noms, on les dirige vers le rez-de-chaussée ou le premier étage. Enfin, après quelques bousculades, chacun se retrouve dans une classe.

Une belle classe toute neuve, où les plâtres encore frais font régner une température de cave. Il y a même là un professeur qui dicte l'emploi du temps. Ça a l'air sérieux ; on va peut-être travailler !

Mais oui, on travaille. Enfin, on essaye. Le professeur lit une histoire qu'il va falloir résumer. Seulement, on ne comprend pas très bien. D'abord, la perceuse, en bas, fait trop de bruit, puis le marteau-piqueur se met de la partie. Parfois, un ouvrier entre pour vérifier l'éclairage, installer des poignées aux fenêtres.

Au fond, les distractions ne manquent pas ; et puisqu'on n'entend pas ce que dit le professeur, on peut toujours admirer le va-et-vient des grues qui passent devant les fenêtres en roulant sur leurs rails : encore un étage à construire. Il y a aussi les avions, volant à basse altitude et dont le rugissement couvre jusqu'au bruit des marteaux-piqueurs. Ils passent très régulièrement car Le Bourget est tout proche.

— Voulez-vous résumer l'histoire que je viens de lire ?

— J'ai rien entendu, m'sieur.

Le cours de sciences naturelles aussi est plein d'attraits. Ils n'y a pas de salle de sciences, ni de matériel. Le professeur a acheté un bouquet de pétunias qu'elle distribue aux élèves. D'une classe à l'autre, elle promène son bouquet de fleurs roses. Aujourd'hui, tout le monde étudiera le pétunia. Quand il s'agira d'étudier la souris, ça posera des problèmes...

Et les livres ? Les livres ne vont pas tarder à arriver, patience ! On n'en a pas acheté beaucoup, à vrai dire, faute de crédits. Et puis, on a choisi les moins chers. Le choix ainsi est vite fait : vous ouvrez le catalogue et vous comparez les prix.

Ainsi pas de discussions interminables sur la valeur pédagogique des ouvrages.

Vraiment, les habitants de Stains ont de la chance : la culture est enfin mise à la portée de leurs enfants !

Le mécontentement chez les enseignants du secondaire :

LA VERITABLE BATAILLE RESTE A LIVRER

LA situation se « régularise » peu à peu dans l'enseignement secondaire ». Les professeurs non titulaires se voient attribuer au compte-goutte les postes vacants. Mais quand ceux-ci seront pourvus, il restera encore bon nombre de maîtres sur le pavé et les conditions de travail des élèves et professeurs en poste resteront très difficiles pour toute l'année en cours.

La rentrée 1969 pour les grandes villes aura été celle du recul. Recul par rapport aux promesses du ministre, recul par rapport à la situation de 1968. Le plan d'austérité est passé par là. Les classes sont nettement plus chargées, en particulier chez les grands élèves ; le nombre global de professeurs a diminué par rapport au nombre global d'élèves. Et l'horaire hebdomadaire du maître est presque systématiquement allongé de deux heures supplémentaires considérées comme obligatoires (l'enseignant ne peut s'y soustraire que sur présentation d'un certificat médical). Enfin, au-delà de ces deux heures imposées, bien des maîtres, et en particulier des non titulaires, acceptent de faire de nouvelles heures supplémentaires parce qu'ils s'y croient obligés en jugeant cela plus « diplomatique » s'ils veulent conserver leur poste l'an prochain et surtout parce que leur salaire est très insuffisant (un professeur non titulaire gagne, à ancienneté égale, à peine plus de la moitié d'un maître titulaire).

C'est dans ces conditions que le S.N.E.S. (Syndicat National des Enseignants du Second) vient de lancer une consigne nationale de « refus des heures supplémentaires ». Il s'agit bien entendu de celles qui se situent au-delà des deux heures obligatoires.

Une telle mesure a plongé bien des professeurs dans la consternation. Malgré son radicalisme apparent, ils l'estiment inadéquate et dangereuse. Inadéquate parce que s'adressant à la minorité des maîtres qui font ces heures supplémentaires, inadéquate aussi parce qu'il est à peu près impossible de déterminer techniquement quelles sont ces heures supplémentaires. On attribue aux professeurs des classes et non des heures. Et le nombre d'heures consacrées dans chaque classe à telle ou telle matière est fixé par le ministre. Un professeur de math peut-il accepter de faire trois heures dans une classe de 5e ainsi que le prévoit le programme et une seulement dans une autre et dans ce cas comment choisir la classe « sacrifiée » ? Au hasard ? Par roulement ? Le S.N.E.S. ne répond pas.

Dangereuse enfin, car elle introduit la division parmi les enseignants et qu'elle tend à faire porter la responsabilité de l'état de choses actuel sur les professeurs qui font des heures supplémentaires et qui pour la plupart, nous l'avons déjà vu, sont les plus mal payés, ceux dont l'embauche est la plus incertaine et la dépendance vis-à-vis du chef d'établissement plus grande.

Enfin, et ce qui est plus grave, une telle initiative ne représente au fond qu'une action-alibi. Un moyen de faire quelque chose, à l'économie, sans engager la bataille nécessaire.

Comme toute la fonction publique, les enseignants se trouvent en face de promesses non tenues mais ils subissent encore une aggravation de leurs conditions de travail, aggravation qui ne manquera pas de se répercuter sur la qualité de l'enseignement qu'ils devront fournir aux élèves.

Le mécontentement est général, il touche aussi bien les maîtres que les élèves, il est tout à fait perceptible aux parents d'élèves. Bref, toutes les conditions sont réunies pour que, refusant de faire les frais des sordides mesures d'économie du plan d'austérité, les enseignants se lancent à leur tour dans la lutte sociale.

Il faudrait pour cela secouer le réformisme traditionnel des organisations syndicales. Ce n'est pas une petite affaire.

Mais après tout, qui aurait dit en avril 1968 que le corps enseignant se retrouverait un mois plus tard, non seulement dans la grève générale, mais encore, pour une bonne part, aux côtés des étudiants dans les manifestations, les assemblées et sur les barricades ?

un meeting de la Ligue Communiste

ENVIRON 3.500 personnes ont assisté, mardi 30 septembre, au meeting public organisé par la Ligue Communiste au palais de la Mutualité.

Consacrée au 20e anniversaire de la révolution chinoise, cette réunion allait permettre aux camarades de la Ligue de développer leur point de vue sur l'Etat chinois.

Dans une ambiance marquée par la présence contestatrice de plusieurs centaines de maoïstes, trois orateurs se sont succédé au micro.

Le premier a mis l'accent sur la politique criminelle de l'Internationale communiste de Staline pendant la révolution de 1927, stigmatisant l'attitude du Komintern qui allait conduire au massacre des milliers de communistes chinois et liquider le Parti Communiste. Puis, il a entrepris de montrer comment, de 1927 à 1949, Mao-Tsé-Toung a reconstitué le Parti Communiste Chinois et, après la Longue Marche, après la guerre sino-japonaise a finalement réussi à prendre le pouvoir.

Sans rien dire, ou presque, des forces sociales sur lesquelles s'appuyait Mao, l'orateur a axé tout son exposé sur l'opposition de Staline à la politique du P.C. chinois, déduisant le caractère prolétarien de l'Etat issu de la « démocratie nouvelle » de l'antagonisme entre les intérêts nationaux de la bureaucratie soviétique et ceux représentés par Mao-Tsé-Toung.

Les deux autres orateurs se sont surtout préoccupés du « bureaucratisme » de « l'Etat ouvrier chinois ». Décalquant leur analyse de celle que Trotsky avait faite de l'U.R.S.S., les camarades de la Ligue ont analysé les contradictions entre la classe ouvrière et la paysannerie et dénoncé tous les méfaits de ce qu'ils appellent le « centrisme bureaucratique ».

Enfin, pour combler une lacune gênante dans leur analyse : l'absence sur la scène politique du prolétariat chinois, le dernier orateur a insisté sur l'importance des masses paysannes sans terre, voyant dans leur pauvreté même le signe de leur caractère prolétarien.

Essai d'organisation chez les maîtres-auxiliaires en chomage

JEUDI après-midi s'est tenue à la Sorbonne une assemblée qui devait discuter des problèmes des maîtres auxiliaires (c'est-à-dire les maîtres non titulaires). Réunissant 100 à 150 personnes, surtout maîtres auxiliaires, surveillants ou enseignants attendant un poste, cette assemblée répondait à l'appel lancé la semaine précédente par une centaine de M.A., las de l'inefficacité des queues au rectorat et qui avaient décidé d'engager la lutte.

Une quarantaine de lycées étaient représentés. Partout, la même situation : encadrement insuffisant, effectifs trop nombreux dans chaque classe.

Le principal problème abordé a été celui des M-A : environ cinq mille d'entre eux (pour demander un poste de M-A il faut au minimum deux années de faculté), attendent une nomination. Parmi eux certains postulent pour la première année ; mais d'autres avaient un poste l'année dernière, mais n'en ont pas cette année. Les M-A ne sont, en effet, pas titulaires de leur poste. Le préavis de licenciement n'existe pas et il faut attendre septembre ou octobre pour savoir si on aura ou non un poste.

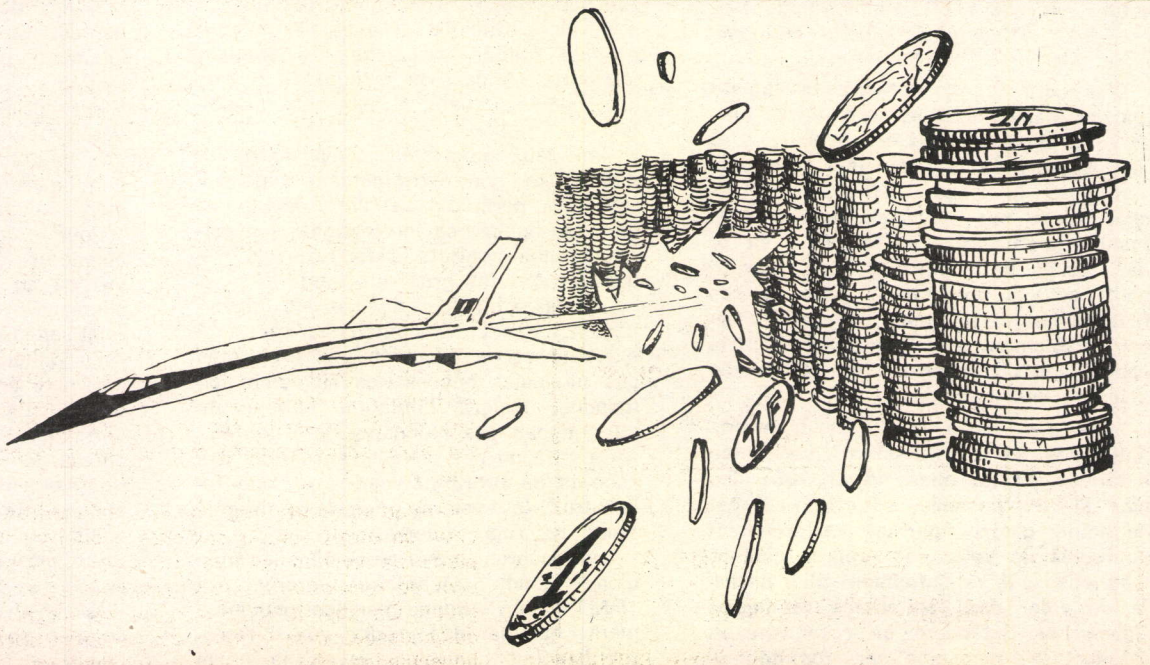
A côté de cela, de nombreux postes ne sont pas pourvus, les chefs d'établissement font aussi la queue au rectorat, mais pour avoir des professeurs.

Les seuls moyens de lutte envisagés jusqu'à présent ont été des assemblées générales du personnel dans les lycées et la convocation d'un meeting, jeudi prochain, à la Sorbonne.

Refléxion sur un crayon a bille

Une annonce publicitaire anodine publiée dans Le Monde : **« Stylos-bille or, laqués lapis lazuli : 850 F ». Ainsi donc, il y a des gens qui, sans gêne aucune en ces temps d'austérité, peuvent aligner 850 F pour un crayon à bille ! Ainsi donc, au même moment où Pompidou fait les gros yeux à la mère de famille qui voudrait acheter une machine à laver pour s'épargner un peu de peine, il y a des gens qui, peuvent consacrer à l'achat d'un crayon à bille ce qui représente encore pour beaucoup un mois de salaire. Et après cela, on explique à l'ouvrier la nécessité de restreindre son train de vie jugé trop fastueux.**

Voilà qui doit bien les amuser, ces amateurs de pointes BIC en or !



Le « Concorde » passe le mur des 8 milliards... pour faire gagner deux heures sur le trajet Paris - New York à quelques privilégiés.

VERS UNE NOUVELLE MONNAIE IN

Mac Namara, ancien ministre américain de la Défense, aujourd'hui président de la Banque Mondiale, lors d'une intervention devant le Fond Monétaire International. (U.P.I.)

IL a suffi de l'approche des élections en Allemagne pour que la spéculation sur le mark reprenne fièvreusement. La décision du gouvernement allemand de laisser le mark « flotter » est presque synonyme de la réévaluation tant attendue par les spéculateurs, du moins en ce qui les concerne. Elle indique qu'ils ont enfin gagné et vont pouvoir tirer profit de leurs opérations en ébranlant un peu plus le système monétaire international.

Il ne se passe désormais plus une année qui ne connaisse sa crise du système monétaire et parfois plusieurs. On en est arrivé à un point où les événements politiques mineurs provoquent des fuites massives de capitaux, menaçant le fragile équilibre du système monétaire international.

Les gouvernements ont tenté de s'opposer à la spéculation par des prêts réciproques. Cela ne suffit plus. Ils ont donc tenté de rénover le système monétaire international et leur dernière trouvaille à ce propos est l'institution d'une nouvelle « monnaie internationale » : les « droits de tirage spéciaux (D.T.S.) » destinés à remplacer les monnaies (dollar, livre, mark, franc) jusque là utilisées pour les paiements entre différents pays. Cette « monnaie » encore plus artificielle que les autres vient d'être décidée par l'assemblée des cinq cents délégués de tous les pays participant au Fond Monétaire International et ils l'ont surnommée, ni plus ni moins que « or-papier », ce qui ne peut se dire sans rire. Bientôt, on parlera sans doute d'or-plastique, ou de « vraie » monnaie de singe. Pour commencer, l'équivalent de 9,5 milliards de dollars de cette monnaie seront progressivement émis.

L'idée d'une monnaie internationale n'est pas nouvelle. Le principal défaut aux yeux des gouvernants du système actuel est que les monnaies nationales ont deux rôles parfaitement antinomiques.

D'un côté, les gouvernements veulent pouvoir manipuler la monnaie à leur aise et voler ainsi une part des économies et des salaires de la population pour subventionner la grande industrie. Le procédé n'est pas nouveau, les rois de France falsifiaient déjà le poids en or des pièces de monnaies. Les gouvernants actuels prennent la suite de ces faux monnayeurs, mais d'une façon incomparablement plus importante. Seul le capitalisme en expansion du XIX[e] siècle a ignoré ces méthodes.

Mais d'un autre côté, ces monnaies nationales servent aussi au commerce extérieur. Et là, elles doivent être les plus stables possible. En effet, s'il est de bonne guerre pour un gouvernement bourgeois de voler ses propres classes laborieuses, il est infiniment plus difficile de voler des capitalistes étrangers. Ceux-ci se défendent en revendant ou refusant les monnaies par trop douteuses et contre-attaquent en spéculant sur la dévaluation de ces monnaies.

Mais, parfois, ils ne le peuvent pas, ou ne le peuvent que difficilement. C'est en particulier le cas lorsque l'inflation touche des monnaies qui, traditionnellement, et, il faut bien le dire, par la force des choses, ont servi de monnaie internationale en lieu et place de l'or, c'est-à-dire le dollar et la livre sterling. Ces monnaies constituent non seulement la monnaie internationale la plus utilisée, mais en même temps l'essentiel des « réserves or » de la plupart des banques d'Etat mondiales (Banque de France par exemple).

Lorsque l'inflation se développe aux U.S.A. et en Grande-Bretagne, comme c'est le cas depuis quelques années, les divers détenteurs de dollars et de livres, autres que les particuliers (les capitalistes et les banquiers) ne peuvent pas s'en débarrasser, sans faire s'effondrer encore plus la valeur d'échange de ces monnaies, c'est-à-dire faire s'effondrer la valeur de leurs propres réserves... sur lesquelles leur propre monnaie nationale est basée. Ils sont donc forcés d'être solidaires à leur corps défendant, et c'est ainsi que l'on a vu la France soutenir le dollar et la livre, et l'Allemagne, aujourd'hui, soutenir le dollar, la livre et le franc par la même occasion.

La conclusion pratique du phénomène c'est que du fait de la position privilégiée de la livre et du dollar dans le commerce international, l'Angleterre et surtout les U.S.A., ont la possibilité d'exporter leur inflation, de faire marcher leur planche à billets non seulement au détriment de leurs propres classes laborieuses, mais aussi de faire supporter leur déficit budgétaire aux classes laborieuses, et accessoirement aux capitalistes, de tous les autres pays du monde. Pour les capitalistes de ces pays, c'est très gênant, tant à cause de ce qui leur est pris directement à eux, qu'à cause de ce qui est pris à « leurs » classes laborieuses ce qui est autant qu'ils ne pourront pas prendre eux-mêmes. Le pire pour eux est qu'ils ne peuvent pas rendre la pareille, car si leur propre monnaie perd sa valeur, personne ne la garde, ni particuliers, ni gouvernements.

De là, l'idée d'une monnaie internationale qui remplacerait l'or, que personne ne possède assez, le dollar et toutes les autres monnaies dans les échanges internationaux. Cette monnaie serait garantie en commun. Elle ne servirait qu'aux échanges internationaux et aucun Etat particulier ne pourrait en émettre. Chaque Etat pourrait donc continuer à manipuler librement sa propre monnaie, pour l'intérieur, mais cela n'aurait aucune incidence sur les marchés étrangers. L'inflation dans un pays, ne pourrait ni s'exporter (cas des U.S.A. à l'heure actuelle) ni permettre la spéculation contre sa monnaie (cas de la France actuellement). La perte de valeur d'une monnaie ne se traduirait pas à l'étranger, et les spéculateurs ne pourraient pas remettre en cause l'équilibre fragile du système en jouant sur les sauts de parité prévisibles (ou artificiellement provoqués).

Mais, pour cela, il faudrait en arriver à la non-convertibilité générale des monnaies nationales. Ainsi, les fonctions nationales et internationales des monnaies seraient dissociées. Un Etat dont la balance des paiements est déficitaire ne pourrait pas payer avec sa monnaie, il ne pourrait donc plus l'« exporter » pour payer ses dettes, il ne pourrait effectuer ses paiements que si les autres Etats lui font un prêt.

Mais cela c'est l'idéal, si l'on peut dire, et nous n'en sommes pas là. Parce que pour en être là, il faudrait que tout le monde soit d'accord. Et cette solution, artificielle au possible, n'avantage pas tout le monde. En particulier, elle oblige les U.S.A., par exemple, à emprunter, aujourd'hui où leur balance est déficitaire, plutôt que de payer en dollars... qu'il lui suffit d'imprimer.

C'est pourquoi pour qu'une telle monnaie internationale soit possible, il faudrait un institut d'émission international qui puisse s'élever au-dessus des intérêts particuliers, ce qui est loin d'être le cas à l'heure actuelle où le Fonds Monétaire International est pratiquement aux mains du gouvernement des U.S.A.

L'actuelle création d'or-papier, alchimisme qui, pour être moderne, n'en est pas moins charlatanesque, n'est qu'une mesure intermédiaire destinée, en par-

Qu'est-ce que le mark flo

LES monnaies des principaux pays capitalistes doivent normalement posséder deux propriétés vis-à-vis des autres monnaies : convertibilité et parité fixe.

Convertibilité, c'est-à-dire que tout possesseur de francs, dollars, marks, livres, florins, francs suisses, etc., peut les changer à volonté les uns contre les autres dans n'importe quelle banque. (Le franc actuellement n'a que la convertibilité externe mais pas interne. Seuls les étrangers peuvent changer les francs contre des devises).

Le change se fait à parité constante (au maximum 1 % de marge par rapport à la valeur officielle). C'est-à-dire qu'avec de très faibles variations, on obtenait n'importe où dans le monde, par exemple, jusqu'à présent, 4 marks pour 1 dollar.

Ces deux propriétés, convertibilité et parité fixe, sont extrêmement importantes pour permettre le libre développement du commerce international (en particulier les contrats à long terme, fréquents pour les gros marchés).

Depuis la fin de la guerre, les gouvernements des Etats capitalistes ont tenté d'obtenir et de maintenir ces propriétés des monnaies nécessaires au commerce mondial, malgré l'inflation permanente qui rongeait ces monnaies de l'intérieur.

C'est là un des aspects essentiels des accords de Bretton Woods qui ont reconstruit le système monétaire international de l'après-guerre.

Les accords prévoyaient l'instauration d'un Monds Monétaire International (F.M.I.) subventionné par les gouvernements qui, par des crédits aux différentes banques centrales, devait aider les devises en difficulté, afin qu'elles puissent maintenir leur cours.

Car ce sont les banques centrales qui sont chargées de régulariser les cours et de les maintenir fixes. Ainsi, la Banque de France fournit des devises contre les Francs vendus par les étrangers, en puisant dans ses réserves de devises.

Mais la stabilité de ce système et les avantages qu'il représente pour le commerce entre nations n'est pas chose facile à maintenir.

Un problème se pose quand une monnaie est malade d'inflation trop poussée, c'est-à-dire quand le gouvernement s'est trop servi de la planche à billets. La monnaie perd alors rapidement de sa valeur. Les produits renchérissent, et les ventes à l'étrnager sont alors plus difficiles.

Il y a fuite devant la monnaie. Les particuliers, tant du pays que de l'extérieur, possédant cette monnaie, s'en débarrassent en achetant soit des marchandises, soit des devises extérieures moins fondantes. Ce mouvement, qui s'accélère lui-même, précède et précipite la dévaluation par épuisement des réserves C'est ce qui est arrivé au franc cette dernière année. C'est ce qui peut arriver au dollar et surtout à la livre sterling, malades d'inflation eux aussi et même au mark.

Pour le moment, le mark voit sa valeur augmenter par rapport eu franc, à la livre ou au dollar, parce que l'économie allemande s'est développée de manière relativement moins inflationniste.

Par ailleurs, et pour d'autres raisons, les marchandises allemandes sont devenues « surcompétitives » par rapport à l'étranger et la balance des paiements allemande étant excédentaires, il y a eu relativement fort peu « d'exportation de marks ». Tous les possesseurs de monnaies fragiles ont acheté du Deutschmark, plus rare, qui gardait mieux sa valeur.

Les mouvements de capitaux et la spéculation se sont déchaînés parce que l'équilibre entre devises ne pouvait être atteint de nouveau que de deux manières : soit par une dévaluation du franc, du dollar et de la livre, soit par une réévaluation du mark, et que cette dernière solution paraissait probable, donnant alors un profit important à ceux qui en possédaient.

Mais le gouvernement allemand s'était, à l'époque de la dévaluation française, refusé à réévaluer le mark. En effet, il n'y avait guère intérêt. Cela rendait service à la France, à l'Angleterre et même aux U.S.A. mais cela nuisait aux industriels allemands. Les produits étrangers auraient été vendus moins cher en Allemagne et les produits allemands plus chers à l'étranger. Cela aurait donc défavorisé les exportations allemandes et même pu rendre déficitaire, à la longue, la balance des paiements allemande, amenant l'Allemagne à « exporter » des marks pour payer son déficit. Ce phénomène s'ajoutant aux fortes ventes de marks par tous ceux qui en possédaient et qui auraient voulu toucher le prix de la réévaluation, aurait pu mettre en peu de temps le mark en difficulté, voire faire retourner contre lui la spéculation, car tel est ce système de fous.

La décision du gouvernement allemand de rendre le mark « flottant », c'est-à-dire de laisser son prix varier en fonction de l'offre et de la demande a pour but de satisfaire la France (on parlait d'une nouvelle dévaluation du franc), l'Angleterre et les U.S.A. tout en protégeant les exportations allemandes des méfaits d'une réévaluation : le prix du mark s'ajustera, au jour le jour, au marché. De grandes quantités vont sûrement être vendues ces jours-ci à un cours beaucoup plus élevé que le cours officiel antérieur, mais, par la suite, une baisse relative aboutira à une stabilisation à un niveau intermédiaire.

Mais cette « solution », comme toutes les solutions dans ce domaine, ne va pas sans inconvénients : il est impossible maintenant aux industriels allemands importateurs ou exportateurs, de passer des contrats à long terme en sachant combien ils vont leur coûter ou leur rap-

TERNATIONALE ?

tie, à éviter que certains pays d'Europe, comme la France et l'Angleterre, en état d'inflation aiguë, soient un peu plus victimes de la spéculation, et en partie à soulager les U.S.A., qui pourront ainsi rembourser les dollars qu'on leur demande de reprendre en DTS (« or-papier », droits de tirage spéciaux) et non en or véritable, sonnant, un peu, et trébuchant beaucoup.

Si une monnaie internationale serait, théoriquement, dans le système fou actuel, une mesure d'intérêt général, elle suppose en fait, pour voir le jour, la création préalable d'une sorte de gouvernement mondial qui défende les intérêts généraux du capitalisme, ce qui ne peut se faire sans nuire aux intérêts particuliers. Et ces derniers ne coïncident pour ainsi dire jamais : dans une économie basée sur la concurrence il ne peut y avoir d'intérêt général. Il y a, quelquefois, convergence momentanée d'intérêts et, le plus souvent, antagonisme absolu.

Ainsi, dans la situation actuelle, l'Allemagne risque fort de voir s'accumuler les DTS dans sa banque centrale en paiement de ses exportations florissantes, sans que rien ne lui garantisse la stabilité de cet « or-papier » tant que les U.S.A. contrôlent, par l'intermédiaire du Fonds Monétaire International, la planche à billets qui les émet.

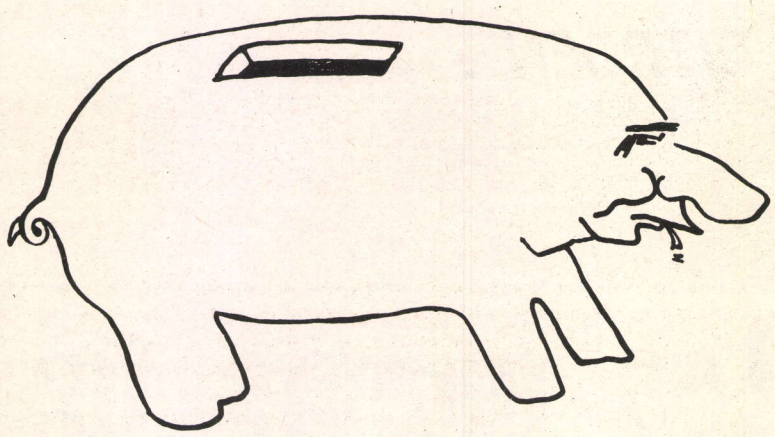
En fait, il s'agit donc, encore, d'un simple replâtrage de l'édifice monétaire international profondément lézardé. Mais, de replâtrage en replâtrage, les fissures s'agrandissent et le système capitaliste, qui ne vit que de l'utilisation d'expédients, en particulier de l'inflation, ne peut manquer de plonger, un jour ou l'autre, le monde entier dans une crise qui n'apportera que misère accrue, chômage et guerre.

ttant ?

porter, puisque leur unité de mesure, le mark, variera constamment, tantôt dans un sens tantôt dans l'autre. Le gouvernement allemand n'a donc fait que choisir un moindre mal en essayant de contenter tout le monde ou, plus exactement, en essayant de faire le moins de peine possible aux uns et aux autres.

C'est aussi, et de nouveau, une victoire des spéculateurs qui ont trouvé dans les différences d'inflation des différentes monnaies convertibles le moyen de s'enrichir à bon compte. Dans le cadre du système actuel, il paraît quasi impossible d'arrêter la marche en avant victorieuse des spéculateurs qui ont en quelques mois augmenté leur capital de 15 à 25 % sur le dos des peuples soumis à toutes les restrictions de crédits et aux augmentations de prix.

Parce que les monnaies sont constamment manipulées par les gouvernements eux-mêmes, le système monétaire est devenu suffisamment faible pour que la spéculation à la hausse ou à la baisse de parité soit devenue une entreprise extrêmement lucrative. Elle draine donc des capitaux de plus en plus importants, les capitaux flottants, qui préfèrent jouer sur les variations des pointes monétaires prévisibles que d'investir. Actuellement, des milliards de dollars vont ainsi d'un pays à l'autre, véritable coup de boutoir contre les systèmes nationaux qui assèchent les banques centrales des pays abandonnés et accélèrent l'instabilité propre à notre époque des monnaies de tous les pays capitalistes. Ainsi, près de 25 milliards de francs nouveaux sont sortis de France en un an. Ce rôle nouveau de la spéculation, qui a certes toujours accompagné le régime capitaliste mais qui prend des proportions de plus en plus considérables au détriment des activités productives révèle l'aspect de plus en plus parasitaire du capitalisme de notre époque : le capitalisme des monopoles dominé par le capital financier.



APRÈS LES MESURES GOUVERNEMENTALES :

MESURES DE BIENFAISANCE ET ACCROISSEMENT DE L'INDIGENCE

DEPUIS la dévaluation du franc, le gouvernement faisait miroiter des « mesures concernant les catégories les plus défavorisées », destinées à faire avaler la pilule de l'augmentation des prix et de l'austérité à la classe ouvrière. Le Conseil des ministres du 1er octobre a révélé le contenu de ces mesures, après plus d'un mois et demi de « suspense », auquel ne pouvaient se laisser prendre que ceux qui y mettaient de la bonne volonté.

Ainsi le S.M.I.G. sera augmenté de 3,8 % à compter du premier octobre alors que des bruits d'origine gouvernementale avaient laissé entendre qu'il le serait de 4 %. La différence par rapport à l'augmentation automatique de 2,5 % prévue sera donc de 1,3 %. C'est ce que Fontanet, ministre du travail, nomme « une mesure exceptionnelle portée au niveau le plus élevé compatible avec les exigences générales du plan de redressement. » Ainsi le plan de redressement exige que l'on survive avec 566,80 F par mois pour 40 heures ou 655,09 F pour 45 heures. On voit tout de suite le redressement de qui le plan envisage. Le « Smigard » en sortira encore plus écrasé. Car ces 1,3 % supplémentaires par rapport à la hausse de l'indice des prix des 259 articles, sont même loin de recouvrir le coût réel de l'augmentation de la vie avant la dévaluation. Parti d'un budget-type faux, sur des prix contrôlés par le gouvernement, le salaire minimum interprofessionnel garanti, prend à chaque fois du retard sur l'évolution réelle des prix. Le gouvernement parle bien de revoir pour 1970 la base de calcul du SMIG et d'en faire, non plus un minimum vital mais « un plancher de civilisation », dixit son porte-paroles Léo Hamon. Mais l'on peut déjà juger de ce qu'il sera en réalité, par la mesure qui vient d'être prise. Sans parler même de « plancher de civilisation », car on en serait encore loin, il faudrait au moins à chaque ouvrier la possibilité de se loger dans un H.L.M. ou un équivalent. Or, actuellement, dans des communes de la banlieue parisienne, on refuse l'entrée dans un logement de ce type à l'ouvrier qui ne peut justifier d'un revenu mensuel de 1 200 F au moins. Et on nous parle de 566,80 F par mois !

En fait, cette misère n'est supportée que par une faible proportion des salariés : entre 500 000 et un million, selon les statistiques, dont environ la moitié d'ouvriers agricoles.

Est-ce pour autant que les « catégories les plus défavorisées » se limitent à ceux-là ? Le gouvernement en a couvert d'autres par ses mesures. Il y a 2 millions de retraités, les 1 300 000 accidentés du travail et les 244 000 titulaires d'une pension d'invalidité, qui viennent de bénéficier aussi de la sollicitude gouvernementale. Leurs retraites et pensions subiront au premier novembre une majoration de 3 % à valoir sur l'augmentation qui doit avoir lieu en avril prochain. Ce léger amortissement du coup porté par la dévaluation et le plan d'austérité n'empêchera même pas de voir la condition de ces catégories sociales se dégrader. Car la revalorisation se fait toujours en retard sur les prix. Même si ce retard est diminué, la différence ne sera jamais comblée.

Les derniers bénéficiaires de la mansuétude gouvernementale enfin, sont les familles de trois enfants et plus, en dessous du minimum imposable en 1967, à qui l'on attribuera une allocation exceptionnelle de 100 F avec 30 F supplémentaires par enfant au-delà de trois. Il y aurait un million cinq cent mille familles touchées dont le revenu mensuel en 1967 était donc inférieur à environ 1 000 F par mois.

A ceux-là, on donnera de quoi les calmer tout de suite, quitte à maintenir leur misère une fois l'allocation exceptionnelle mangée. C'est une véritable prime à l'indigence que le gouvernement distribue.

Le comble, c'est que le pouvoir d'achat des allocations familiales par rapport à l'évolution de celui des salaires horaires, ces dix dernières années, s'est écarté de plus de 45 % selon des statistiques de l'I.N.S.E.E. Que représentent alors ces 100 F d'allocation « exceptionnelle » par rapport à la perte depuis 10 ans et par rapport à celle qu'occasionne la dévaluation et le plan d'austérité ?

Si l'on en doutait encore avant l'annonce de ces mesures, tout nous persuade maintenant qu'il n'est pas question de ne pas faire payer, même aux catégories les plus défavorisées, le plan de redressement du capital.

On entretiendra, on accroîtra l'indigence de la classe ouvrière, quitte à lui octroyer quelques primes pour la lui faire supporter. Il ne faudra pas s'étonner si ce plan d'écrasement ne dupe personne dans la classe ouvrière. Et tous les discours sur « l'intérêt national » n'y feront rien.

Séguy et Descamps, lors de leur dernière entrevue. (A.F.P.)

vers un rapprochement C.G.T.-C.F.D.T. ?

EST-CE la fin de la longue bouderie entre la C.G.T. et la C.F.D.T. ? Le titre de « L'Humanité » du 29 septembre le laissait entendre : « Large identité de vue entre la C.G.T. et la C.F.D.T. » annonçait en première page l'organe du P.C.F. C'est là un ton nouveau qui tranche avec celui qui était de mise, depuis mai 68, dans les rapports entre les deux centrales.

S'oriente-t-on vers un plan d'action commun comme en concluent certains commentateurs ? Rien, ni dans les déclarations faites par Séguy à l'issue de la rencontre entre les représentants des deux confédérations, ni dans celles de Descamps n'accrédite une telle hypothèse. On pouvait même remarquer chez chacun d'eux le souci de laisser apparaître les divergeances qui subsistent encore entre les deux centrales.

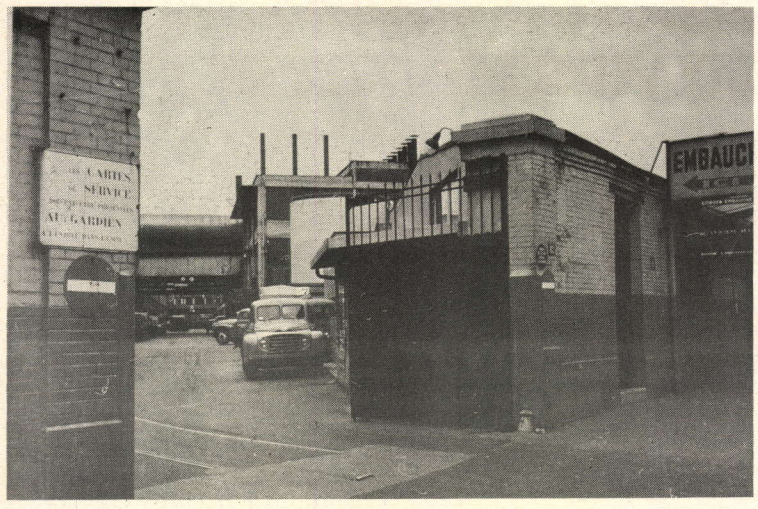
Mais il n'en est pas moins vrai que l'adoption d'un ton nouveau recouvre, de la part des deux directions syndicales, des arrières pensées politiques.

Pour la C.G.T., il s'agit de réaliser aujourd'hui, sur le plan syndical, l'opération qui, sur le plan politique, a fait long feu : la recherche d'un partenaire. Le P.C.F. a échoué dans sa recherche d'un programme commun de la gauche, plus même, la réalisation d'un tel objectif s'est encore éloignée, après les élections présidentielles de juin dernier. Le P.C.F. a donc entrepris, par l'intermédiaire de la centrale syndicale qu'il contrôle, une opération de rechange. Il lui faut sortir du ghetto dans lequel la situation politique actuelle le confine. Et, à défaut, de programme commun de la gauche, on se rabattra sur la recherche d'un front syndical commun. Ainsi, le P.C.F. peut offrir à ses militants un objectif politique, qui lui fait cruellement défaut à l'heure actuelle. Tout cela n'est pas nouveau. N'oublions pas la longue « idylle » qui dura entre 66 et 68, et que les événements de mai brisèrent. Mais, depuis, le fossé s'était creusé. Aujourd'hui, la C.G.T. fait quelques tentatives pour que ce fossé soit de nouveau comblé.

Et si, dans cette recherche, elle trouve de nouveau une oreille complaisante du côté de la C.F.D.T., c'est que celle-ci aussi a des problèmes ; des problèmes qui sont en fin de compte du même ordre que ceux de la C.G.T.

Car, depuis quelques temps, la C.F.D.T. cherche désespérément à se débarrasser de la peau gauchiste dont elle s'était affublée, en mai 68. Les leaders cédétistes multiplient les déclarations rassurantes pour la bourgeoisie et... pour la C.G.T. Nous sommes gens raisonnables et responsables, affirment-ils, à tout vent. Car, aujourd'hui, la démagogie « gauchiste » développée un temps par la C.F.D.T., s'avère d'un maniement dangereux, quelquefois explosif. Les travailleurs de la S.N.C.F. ou de la R.A.T.P. ont montré qu'il ne fallait pas grand-chose pour les inciter à entrer dans la lutte. Et les dirigeants cédétistes ne tiennent pas du tout à se retrouver à la tête d'un mouvement d'envergure. A jouer trop avec le feu, on ne peut plus jouer avec efficacité les contre-feux.

Et sur ce terrain, il y a une convergence naturelle entre les deux directions syndicales. Et tout rapprochement entre elles ne peut se faire que sur le dos des travailleurs et de leur combat.



Citroën-Javel.

CITROEN :

Les mœurs fascistes d'un patron de combat

LES élections de délégués du personnel qui viennent de se dérouler à l'usine Citroën de Rennes ont montré encore une fois que Bercot, le P.D.G. de Citroën, et son syndicat indépendant (le S.I.S.C.) continuaient à imposer leur loi dans l'entreprise, violant en toute impunité la législation en matière de liberté syndicale.

Lors de ces élections, le syndicat indépendant a employé une tactique qui lui est familière.

Ce syndicat est rattaché à la Confédération Française du Travail (C.F.T.), organisation qui n'est pas reconnue représentative à l'échelle nationale. De ce fait, le S.I.S.C. ne présente pas de candidats au premier tour des élections de délégués et « appelle » à l'abstention. Le quorum n'étant pas atteint, il présente alors ses candidats puisque d'après la loi, les candidatures sont libres au deuxième tour. Cette tactique lui permet d'éviter au premier tour d'être attaqué sur le plan juridique pour « non représentativité » par la C.G.T. et la C.F.D.T. A Rennes, dans le collège « ouvriers-employés » il y eut 27 votants sur 6.516 inscrits au premier tour. Et au second tour il y eut plus de deux tiers d'abstentions. Le S.I.S.C. raflait 1.862 voix, la C.G.T. 185 et la C.F.D.T. 58.

Dans le second collège, le S.I.S.C. s'adjugeait 535 voix sur 535 suffrages exprimés. Le S.I.S.C. ne prend même pas la peine de donner une apparence « démocratique » à ses truquages. Et ces truquages sont nombreux. Cela va du refus d'arrêter les chaînes au premier tour, pour empêcher les travailleurs d'aller voter, aux moyens d'intimidation de toutes sortes.

Par exemple sur les 27 votants du premier tour 18 ont été convoqués par la maîtrise et les agents de la direction qui leur ont fait comprendre qu'ils auraient intérêt à prendre leur compte.

Mais ces pressions ne sont pas les seules exercées sur les travailleurs et les militants syndicaux C.G.T. et C.F.D.T. Ainsi à plusieurs reprises des militants qui distribuaient la presse syndicale ont reçu des avertissements. Dans plusieurs usines, notamment à Rennes, à Caen et plus récemment à Javel, des commandos d'indépendants ont agressé des diffuseurs C.G.T. ou C.F.D.T. Des jeunes militants gauchistes ont eux aussi été attaqués. Ces attaques des hommes de mains « indépendants » se doublent de licenciements systématiques de militants syndicaux jugés trop actifs ou de simples ouvriers du rang qui n'acceptent pas la chiourme.

Les militants « indépendants », qui pour la plupart font partie de la maîtrise, imposent leur carte syndicale aux travailleurs immigrés, très nombreux dans les usines du groupe. Ceux qui n'acceptent pas l'adhésion à la C.F.T. sont, la plupart du temps, licenciés. Cette pratique est systématique dans les usines où la C.F.T. est la plus forte. Pour la région parisienne c'est notamment le cas pour celle de Levallois.

Quant aux élections de délégués, elles sont soigneusement préparées par la direction pour voir ses indépendants triompher. En témoigne cette note du 15 février 1968 du chef du personnel aux chefs de service, note qui fut saisie lors de l'occupation de l'usine en juin 1968 :

« Confidentiel.

« Il sera nécessaire pour les prochaines élections professionnelles de faire bénéficier les candidatures libres (c'est-à-dire les « indépendants ») d'un soutien efficace. Chefs de service, chefs de secteurs, agents de service du personnel devront apporter un concours effectif à cette action. Or il apparaît qu'il n'est pas suffisant de passer des mots d'ordre pour obtenir le résultat désiré.

« Il faut être convaincu de la nécessité et de l'importance pour l'usine d'une action de ce genre.

« La note confidentielle jointe expose les raisons qui doivent entraîner la conviction de ceux qui auront à intervenir pour assurer le succès d'une telle action. Cette note peut être communiquée à des collaborateurs de confiance jusqu'au niveau chefs de secteurs et agents du personnel, **en présence du chef responsable** qui recueille leur réaction éventuelle. Il ne doit être envisagé ni copie, ni diffusion même restreinte. »

Et le paragraphe 3 de cette note affirmait :

« Il sera indispensable, lors des élections professionnelles en 1968 d'assurer un soutien efficace aux **candidatures libres.**

« Il est rappelé que celles-ci ne peuvent se manifester que si le quorum n'a pas été atteint au premier tour de scrutin (ce qui implique plus de 50 % d'abstentions) d'où les positions délicates à tenir : au premier tour nécessité d'abstentions massives ; au deuxième tour vote pour les candidats libres. »

La note comprenait 18 paragraphes et annexes détaillés. Confrontés à cette note en réunion de Comité d'Entreprise, les indépendants ont déclaré ne pas être au courant. Ce qui n'empêche pas Simakis, le président de la C.F.T., de déclarer dans le numéro de juillet et août de « Vie et Travail », l'organe de cette organisation de jaunes :

« Certaines entreprises favorisent les syndicats qui ne cherchent pas à choisir l'entreprise comme lieu de combat politique. C'est le cas de Simca, de Citroën et de Fiat. »

Dans ces conditions, les succès électoraux des « indépendants » ne sont pas pour étonner. Pas plus que ceux des généraux Thieu et Ky au Sud-Vietnam.

l'art du licenciement à Citroën

UN travailleur, contrôleur à Nanterre, est muté à Levallois au début du mois de septembre ; raison officielle : transfert de l'usine de Nanterre à Metz, qui va supprimer des postes de travail avant que de nouvelles fabrications ne soient installées à Nanterre.

Mais en fait, depuis Mai 68, ce camarade est repéré pour avoir participé activement à la grève avec la C.G.T., et depuis peu, comme «gauchiste».

Et soudain, la direction lui annonce un après-midi à 16 h qu'il allait travailler le lendemain à Levallois, sans autre possibilité de choix, alors que l'usine de Levallois se trouvait beaucoup plus éloignée de son lieu d'habitation que celle de Nanterre.

Cette mutation est une mesure disciplinaire. En effet, toutes les autres personnes qui ont été mutées à peu près en même temps que lui ont bénéficié d'un délai de réflexion, et quelquefois ont eu lieu le choix entre plusieurs usines de façon à ne pas se trouver trop loin de leur domicile.

Une journée seulement après son arrivée à Levallois, cet ouvrier tombe malade. Au bout d'une semaine, la direction lui signifie par lettre que « malgré toutes les recherches engagées pour le retrouver », il a été considéré comme disparu... En langage de code du travail, il a rompu son contrat. Et la loi autorise la société Citroën, sur la simple parole d'un représentant de Bercot qui prétend n'avoir pas reçu de certificat d'arrêt de travail, à priver impunément un ouvrier de son gagne-pain. Cela d'autant plus facilement que ce travailleur ne possède pas la preuve d'un envoi recommandé qui lui aurait peut-être permis d'engager un procès — le Nième parmi tant d'autres — contre Bercot.

Dans un tel licenciement camouflé, la direction Citroën a tout à gagner et rien à perdre. D'une part, elle y gagne de l'argent car le travailleur qui « est parti de son plein gré » (!) ne pourra pas toucher l'indemnité de licenciement que lui valaient ses 2 années d'ancienneté, d'autre part, elle y perd un « gêneur », quelqu'un qui discute les diktats de la direction, un ouvrier qui osait affronter la sainte autorité patronale.

Depuis l'absorption de Citroën par Fiat, plus de 2.000 horaires, dont de nombreux syndicalistes, ont été licenciés pour des motifs les plus variables, et remplacés par des vagues d'ouvriers à qui l'on fait prendre la carte C.F.T., « en toute liberté », comme garantie d'une certaine docilité.

Mais à force de malmener les ouvriers et de jouer avec leur gagne-pain, Bercot et sa chiourme du S.I.S.C. risquent fort de faire éclater leur colère.

BOURGES : GREVES et DEBRAYAGES

CHEZ MAZIÈRES

Mazières, qui dépend de la société métallurgique d'Imphy, est une des usines de la région où les salaires sont les plus bas ; ceci allant de pair avec un matériel vétuste et l'absence totale de conditions de sécurité (pour le seul mois de mai, il y eut une douzaine d'accidents).

Au début de la deuxième quinzaine de septembre, la C.G.T., seul syndicat de l'usine, a déposé un cahier de revendications dont les principaux points étaient 15 % d'augmentation, l'échelle mobile, les 40 heures, la retraite à 60 ans. Il était également réclamé une augmentation de 3,50 F de la prime de repas décalé (1 F) des équipes normales.

Quelques jours après un bruit s'était propagé : si, dans les jours suivants, aucune réponse de la direction n'intervenait, on allait se mettre en grève. Les délégués syndicaux l'avaient clamé bien haut dans toutes les discussions.

Ainsi, le mardi 23, dans l'après-midi, sur l'initiative de la C.G.T., les ateliers moulage-main, ébarbage, entretien et noyautage débrayaient pendant trois heures alors que les délégués négociaient avec la direction. A l'issue de cette réunion, on apprit que le patron accordait 3 % d'augmentation et portait la prime de repas décalé à 1,50 F, soit 0,50 F d'augmentation ; mais cela, nous l'apprîmes individuellement car le travail avait repris dès la fin des discussions. Bien sûr, ces résultats furent jugés insuffisants et les débrayages, 2 heures par équipe et par jour à des heures variables, continuèrent jusqu'au lundi 29. Seuls, les bureaux et les cadres, une cinquantaine de personnes sur 520 que compte l'usine, ne suivirent pas le mouvement.

Ces grèves tournantes démarrèrent à partir des consignes des délégués. Cependant, nous ne prenions connaissance des résultats des pourparlers avec la direction que dans les groupes de discussion qui se formaient dans les ateliers ou au réfectoire. A aucun moment, la C.G.T. ne prit l'initiative d'une réunion du personnel, alors que certains en sentaient la nécessité et la réclamaient, pour décider d'autres moyens d'action car, face à ces grèves tournantes, la direction n'avait toujours pas cédé plus.

Le lundi 29, pourtant, il était question que la C.G.T. appelle à cette réunion pour le lendemain matin. Mais, mardi matin, de cela plus rien, et bien plus, aucune consigne de débrayage ne fut lancée, ce qui équivalait à stopper la grève, bien que les offres de la direction soient restées inchangées.

LES FRUITS DE MAI SONT AMERS POUR M. MICHELIN

Michelin s'est depuis longtemps taillé une réputation de « patron de combat » qui n'accorde que le strict minimum.

Son usine de Bourges était depuis plusieurs années fort calme, toutes les conditions d'une exploitation intensive et sans risques pour le patron étaient réunies :

— une main-d'œuvre résignée, étrangère ou recrutée en zone rurale et sur une grande superficie ;

— un cloisonnement très étanche à l'intérieur de l'usine;

— l'interdiction de communiquer d'un atelier à l'autre ;

— de multiples entraves au droit syndical.

Et ce fut Mai 68.

C'en était fini de la passivité des ouvriers de Michelin...

De nombreuses grèves, des débrayages éclatent maintenant pour appuyer les revendications :

Grève avant les vacances à l'atelier RC après que plusieurs camarades aient été victimes de malaises à cause d'une aération défectueuse.

Grève à la rentrée de l'atelier OCY où nos camarades, à qui l'on demandait de changer de mode opératoire (c'est-à-dire de travailler plus pour le même salaire) débrayent trois jours.

Depuis plus d'une semaine, des débrayages réguliers ont lieu à RC2, pour une augmentation horaire de 0,40 F. Malheureusement, la direction approvisionne la chaîne avec des bobines qu'elle fait venir des autres usines du groupe.

Mercredi 1er octobre, l'équipe de nuit TVO pose ses revendications : 0,30 F d'augmentation horaire pour tous, et des retarifications de poste. Jeudi 2 octobre : réponse négative. L'équipe se met immédiatement en grève. La direction envoie alors des cheffaillons pour remplacer les grévistes (il en faudra 5 sur un poste pour remplacer... 2 ouvriers). Après trois heures de grève, que les grévistes mettent à profit pour parcourir les autres ateliers, malgré l'œil fort malveillant des chefs, l'équipe reprend le travail, en réalité elle fait la grève du zèle. La grève se poursuit, d'équipe en équipe.

Pour l'instant, les mouvements restent limités, ateliers par ateliers, la combativité des uns s'use tandis que d'autres se mettent en grève. Les revendications concernant principalement des augmentations de salaire, ne sont pas unifiées.

Il faut dire que les organisations syndicales ne font rien pour étendre ces mouvements. Les responsables syndicaux, placés il est vrai dans de bien mauvaises conditions, ne font pas même le minimum de travail d'information qui pourrait diminuer un peu l'isolement des travailleurs, c'est ainsi que nous ignorons la plupart du temps les revendications des autres ateliers (quand nous n'ignorons pas qu'ils sont en grève).

Malgré tout la température monte et il est probable que le mouvement de grève, pour l'instant limité, prenne de l'extension dans les jours qui viennent. Il suffit pour cela de peu de choses : que Clermont se mette en grève ou que les syndicats, poussés par leur base, prennent une part active dans la lutte.

De toute façon, M. Michelin peut être inquiet.

A NORD-AVIATION

NORD-AVIATION Bourges compte environ 3.000 ouvriers, sans compter les annexes du Subdray, appelé à devenir une importante base pour « engins », et de Châteauroux. On y construit des missiles, et surtout des avions militaires, comme le Transall.

C'est une usine réputée modèle, ce qui lui vaut l'honneur de nombreuses visites : officiels, techniciens, curieux de toutes espèces.

Mais malgré cela, Nord-Aviation a ses défauts, et ses grèves. Au mois de juillet, les peintres firent plusieurs jours de grève contre les conditions de travail. Ils étaient, et sont toujours, entassés dans un atelier beaucoup trop petit, « provisoire » depuis quelques 7 ou 8 ans ; la peinture et le séchage doivent se faire, dans ces conditions, hors des hottes ; le résultat, c'est que les victimes du provisoire le sont aussi des produits toxiques, et que régulièrement des ouvriers doivent être déplacés, quand ce n'est pas hospitalisés, pour manque de globules rouges. Le manque d'aération (la température monta jusqu'à 47° au mois de juillet) rend l'atmosphère pratiquement irrespirable.

Des augmentations de prime d'insalubrité et des promesses d'amélioration des conditions de travail furent obtenues. Mais des promesses à la réalité, il y a un pas... qui reste à franchir.

On retrouve les mêmes problèmes au décapage, à la fabrication des plastiques, et à l'éloxydage.

C'est précisément à l'éloxydage qu'il y eut un débrayage le vendredi 26 septembre. Le travail consiste à traiter les métaux afin d'éviter leur oxydation. Ils sont plongés dans de grands bains. Le personnel travaille en permanence dans un nuage de vapeurs d'acide, de trichlore, etc. Ce qui, on s'en doute, est d'un effet plutôt désastreux sur la santé. L'initiative du débrayage revient à de nouveaux arrivés qui ne peuvent guère se faire à ce régime.

Le jeudi 27 septembre, les dessinateurs ont fait une heure de grève, pour des revendications spécifiques.

Sur ces mouvements, sur ces problèmes, aucun tract, aucune nouvelle. Les syndicats présentent des cahiers de revendications à la direction, qui refuse tout en bloc, et en restent là.

LUTTE OUVRIÈRE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire «LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

A la S.E.B.I. : victime du capital

Le personnel de la S.E.B.I. (Société d'Entretien des Bâtiments Industriels) travaille à Bourges dans des conditions scandaleuses qui sont à l'origine de plusieurs accidents dont le dernier fut mortel.

Le patron avait déjà confirmé sa réputation de négrier. A la S.E.B.I., les salaires sont très bas, les ouvriers sont à tout moment à la disposition de la direction : certains commencent dès quatre heures du matin malgré des conditions de déplacement difficiles ; les blouses, gants et accessoires d'entretien sont aux frais du personnel.

En outre, le matériel est vétuste, l'appareillage électrique des brosseuses est défectueux : ces machines qui répandent puis aspirent l'eau sur le sol exposent en permanence les ouvriers à des risques de court-circuit. Dans ces conditions, en essayant de remédier au mauvais contact de sa machine, un ouvrier, chargé du nettoyage des réserves de « Carrefour », est mort électrocuté, le 25 septembre.

Auparavant, un travailleur avait été déjà grièvement brûlé, et la veille la victime reçut une décharge électrique. Le patron de la S.E.B.I. était donc parfaitement conscient des risques courus par le personnel, mais il continua délibérément à mettre en service les mêmes machines délabrées qui devaient coûter la vie à un ouvrier.

Un crime, mais pour la législation un « accident du travail ».

AUX COUSSINETS MINCES (Orléans)

LES ouvriers des Coussinets Minces, usine de la métallurgie aux environs d'Orléans, ont fait grève pendant une semaine du 19 au 25 septembre dernier.

Ils réclamaient des diminutions d'horaires conformément aux promesses de Grenelle, la majorité d'entre eux faisant encore plus de 48 heures de présence à l'usine par semaine.

La direction au bout de quelques jours, pour essayer de mettre fin au mouvement revendicatif et sans doute aussi pour débloquer des stocks, fit appel aux forces de répression. Et l'on vit aux abords de l'usine les cars de police stationner.

La réaction locale ne se fit pas attendre. L'usine Renault, située juste en face des Coussinets Minces, débraya par solidarité et contre l'intervention de la police. Une demi-heure de débrayage le matin, une demi-heure de débrayage le soir et les travailleurs de chez Renault se payèrent même le luxe d'aller en cortège à l'usine voisine sous les yeux des policiers.

Aujourd'hui, les travailleurs des Coussinets ont repris. La direction, malgré ses tentatives a dû finalement accorder quelques aménagements d'horaires, en particulier une demi-heure de travail en moins dès le 1er octobre, une autre demi-heure en moins dès le 1er janvier 70 pour les équipes.

Mais un pareil incident laisse assez mal présager des intentions du Préfet (Francis Graëve) et des patrons de cette région assez agitée par les mouvements sociaux, en ce moment. Aux travailleurs de montrer que ce genre de volatiles ne les intimide pas.

A la C. S. F. d'Issy-les-Moulineaux :

les travailleurs donnent leur sang le patron donne ...des leçons

SUITE à une collecte de sang faite à l'usine le 17 septembre et à laquelle de nombreux travailleurs ont répondu, une curieuse polémique a été lancée par les messieurs de la hiérarchie.

Cela a commencé par les remarques d'un chef de secteur (l'usinage général) qui signifia à des travailleurs, par l'intermédiaire de leur chef d'équipe, qu'ils s'étaient trop longtemps absentés pour donner leur sang. Les ouvriers concernés, accompagnés d'un délégué, allèrent immédiatement s'expliquer, tandis que dans l'atelier leurs camarades de travail, irrités, se préparaient carrément à débrayer.

L'explication, orageuse, fit monter « l'affaire » jusque chez le chef du personnel et chez le « patron » de l'hygiène-sécurité.

Et, comme si cela ne suffisait pas, le directeur de l'usine, soi-même, vient de trouver bon de faire une déclaration au comité d'établissement, qui ne manque pas de saveur ; jugez-en :

DECLARATION AU COMITE D'ETABLISSEMENT DU 25 SEPTEMBRE 1969 par M. CHATENET, président (Directeur du Centre Guynemer)

Je voudrais mettre fin à une polémique à propos du don du sang.

Sur le plan moral, le don du sang est un problème d'homme et non de catégorie sociale. Directeurs ou ouvriers, patrons ou salariés, ont le même point de vue sur ce sujet.

Sur un plan pratique, on peut donner son sang en dehors des heures de travail, à titre privé, et certains autour de cette table le font, mais il est plus commode pour ceux qui recueillent et pour ceux qui donnent de le faire pendant les heures de travail.

L'effort individuel est moins grand, mais tout de même considérable et digne de respect.

Sur le plan individuel, et pour la majorité des individus, un repos de l'ordre d'une demi-heure est considéré comme suffisant par les médecins pour retrouver l'équilibre et par conséquent reprendre son travail. Mais dans certains cas ce peut être davantage.

Il n'est donc pas question d'appliquer une règle générale à un problème qui relève de chaque individu. Si quelqu'un, à titre personnel, ne se sent pas suffisamment bien pour reprendre son travail après une prise de sang, il doit faire appel aux moyens médicaux mis à la disposition du personnel et personne ne peut lui en faire grief, et si des difficultés se présentaient, je tiens à en être personnellement informé.

Par contre, il est inadmissible que quinze personnes éprouvent simultanément le besoin de se reposer trois heures et dans ce cas ne sentent pas la nécessité de consulter le médecin ; ceci, pour en revenir à l'aspect moral, enlève beaucoup de valeur à l'acte de donneur.

C'est ce point de vue qui a été défendu par les représentants de la Direction et je les approuve entièrement de l'avoir exprimé.

Sans commentaires...

A la THOMSON (Bagneux)

ce qui préoccupe les cadres et les techniciens : le bifteck

JEUDI dernier, le centre de Bagneux était le théâtre d'une animation inaccoutumée. Razzia sur les boulangeries ; cafés bondés où il y avait tout juste assez de sandwiches et d'omelettes pour satisfaire tout le monde.

C'est que les travailleurs de la Thomson, techniciens et cadres, réputés pour leur soi-disant mépris des revendications «bassement alimentaires», avaient suivi comme un seul homme le mot d'ordre de boycott de la cantine lancé par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. (A la Thomson-Bagneux, c'est la société de marchands de soupe S.O.D.E.X.H.O. qui gère la cantine).

Il faut dire que le mécontentement couvait déjà depuis un certain temps. On en avait assez des portions congrues, des plats « à varier », du pâté vieux d'on ne sait trop combien de jours et des patates pas cuites. Aux tourniquets du « libre-service » (on y est « libéré » de tout choix possible), les files d'attente des indécis et des perplexes s'allongeaient de jour en jour. Régulièrement, des altercations éclataient entre travailleurs et gérants, tandis que les délégués, à chaque entrevue avec la Direction, remettaient sur le tapis le problème du bifteck... mais en vain. Aucun changement n'intervenait, si ce n'est, il y a environ 6 mois..., l'augmentation du prix du repas.

Aussi, certains qu'il y aurait « du répondant », les responsables C.G.T. et C.F.D.T. (la C.G.C. restant « réservée » sur les moyens d'action) décidaient-ils de prendre le taureau par les cornes et d'organiser le boycott.

Ce boycott était prévu pour le vendredi 3 octobre. Mais, de malheureuses « fuites » mettant en péril le nécessaire effet de surprise, l'Etat-Major syndical avançait d'un jour le fatidique jour J. Et jeudi, à 11 heures, les responsables parcouraient les services pour annoncer que le boycott aurait lieu le jour même.

Et le jeudi, le boycott était en effet très largement suivi. Mais restait le problème du vendredi. Plutôt que de risquer de se voir servir le lendemain le repas boycotté du jour même, mieux valait décider de remettre cela. Ce qui fut fait.

Ce vendredi ne se passa pas sans quelques petits incidents. Vers 9 heures du matin, à la cantine, alors que la queue pour les casse-croûtes s'allongeait (en prévision du boycott de midi), la gérante surgit pour fermer la porte, tandis qu'un employé de la cantine se permettait une réflexion désobligeante : « Si vous n'avez pas de quoi vous payer le restaurant, ce n'est pas la peine de faire grève... ». Là dessus, tollé général, à tel point que le malheureux s'éclipsa sans demander son reste. Et à midi, le personnel de la cantine guettait aux fenêtres, comme Sœur Anne. Mais, comme Sœur Anne, il ne vit rien venir. Du moins au premier service, fréquenté surtout par le personnel des ateliers et les cadres « subalternes ». Aux services suivants, ceux des cadres plus « galonnés », la cantine n'était malgré tout qu'à moitié pleine. Et les gérants aux petits soins pour les quelques présents.

Bien sûr, la Thomson-Bagneux n'est pas le cuirassé Potemkine, et on n'en est pas encore, fort heureusement, aux asticots dans la viande... Mais il s'agissait tout de même de marquer le coup, ce qui fut fait. Et ce qui est certain, c'est que ces deux jours de boycott auront bien mieux donné à réfléchir aux marchands de soupe de la Direction que des heures et des heures d'interminables palabres.

Exploitation a titre posthume

Victime d'une crise cardiaque, un vieux dessinateur de Sud-Aviation, à Courbevoie, est mort à l'hôpital quelques jours plus tard. Il était à deux mois de la retraite.

Un de ses camarades de travail, après avoir rassemblé les fournitures qu'il avait en compte, les rapporta au magasin le jour même. Mais quelque chose l'y avait précédé : la facture de ces fournitures, facture qui devait être déduite de la somme versée à sa veuve si les fournitures n'avaient pas été rapportées !

Non contents d'user les travailleurs jusqu'au bout, les patrons leur grapillent encore quelques malheureux francs après leur mort !

C'est un exemple de « participation » sans doute !

GRÈVE a la S.E.I.E.M.

(Paris 18e)

DEPUIS le mois de juin, aux réunions de délégués, la direction refuse systématiquement toutes les revendications des 17 ouvriers et 90 employés de l'usine, posées par les délégués : elles portent essentiellement sur la diminution du temps de travail, le rattrapage des salaires en fonction de la diminution du pouvoir d'achat, et l'alignement des salaires des P. 1.

Les ouvriers font encore 44 heures et n'ont pas été augmentés depuis les « accords » de Grenelle.

Le mercredi 24 septembre à 9 h 30, après une ultime réunion où tous les ouvriers se présentent au bureau du chef de fabrication, les ouvriers décident de se mettre en grève illimitée en refusant la proposition de la direction qui consiste en une augmentation en pourcentage et personnalisée, alors qu'ils réclament 100 F pour tous.

Dès le début de la grève, par tract, nous invitons à débrayer une usine de près de 400 ouvriers, la Satchwell aux Lilas qui vient de se grouper à la S.E.I.E.M. Ces ouvriers posent les mêmes revendications que nous. Le lendemain, la direction leur accorde une augmentation générale de 5 %, plus 5 % aux bas salaires. La grève aux yeux de la majorité ne se justifie plus, mais une collecte est organisée pour nous soutenir.

Après 10 jours de grève, le vendredi 3 octobre, sans avoir cherché à négocier avec la direction, le comité de grève est invité à se présenter à la direction par l'intermédiaire de l'inspecteur du travail. Elle essaie de lui bourrer le crâne et lui pose en préalable d'étudier avec elle, pour que les qualifications soient mieux « adaptées », de subdiviser les catégories P. 1, P. 2, P. 3 en P. 1a, P. 1b, P. 1c, etc.

Les délégués refusent de continuer à discuter et retournent vers les grévistes qui repoussent immédiatement ces propositions. La grève continue.

LUTTE OUVRIERE

Directeur Publication : Michel Rodinson

ABONNEMENTS :

6 mois ..... 15 F
1 an ..... 25 F

ABONNEMENTS DE SOUTIEN :

6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F

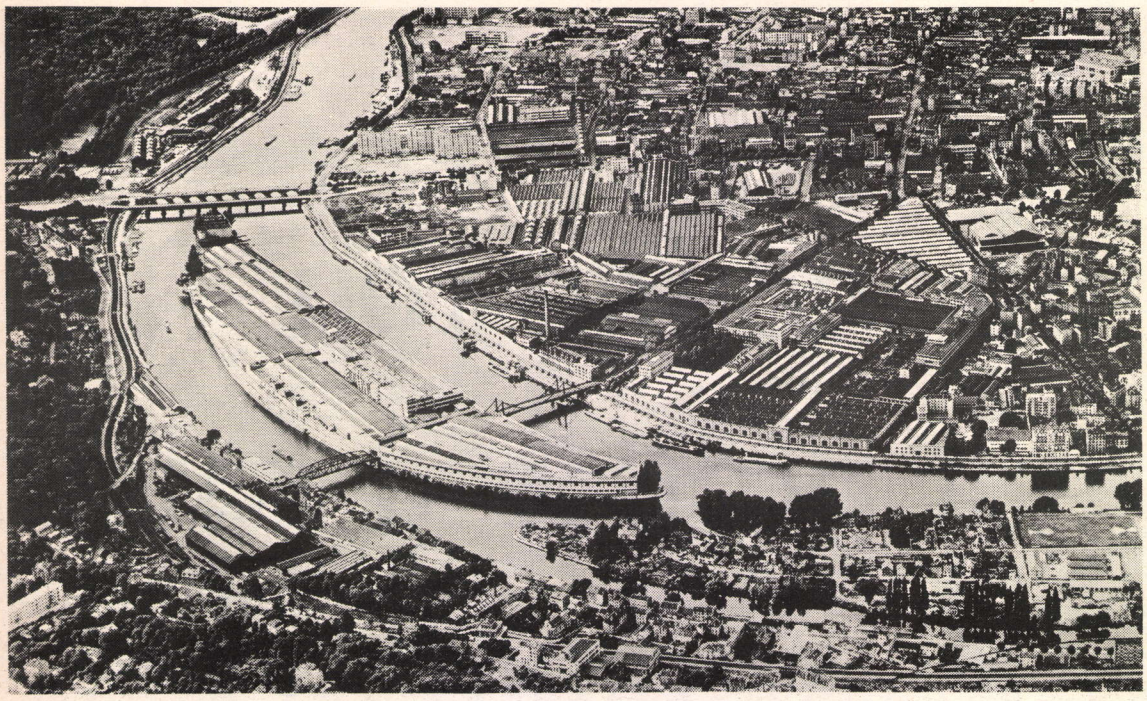
ABONNEMENTS SOUS PLI FERME :

6 mois ..... 35 F
1 an ..... 65 F

Correspondance :

M. RODINSON - Initiative Socialiste - 54, rue Monsieur-le-Prince - PARIS-6e

Distribué par les N.M.P.P. — C.P.C. - PARIS



Renault-Billancourt.

RENAULT-BILLANCOURT
(Departement 77)

Grève à propos de la grille des salaires

MARDI 1er octobre les ouvriers du 77 (entretien des presses à souder et d'emboutissage) se mettaient en grève parce qu'ils s'estimaient lésés dans l'application de la nouvelle grille de salaires.

C'est une vieille histoire. Au mois de mars 1969, 300 ouvriers du Mans faisaient une semaine de grève parce qu'on diminuait leur taux horaire de quelques centimes. la direction estimant qu'elle n'avait plus à leur payer la prime d'insalubrité puisqu'ils travaillaient dès lors dans un atelier neuf.

Au Mans, les syndicats expliquèrent que les ouvriers du G.G. étaient en grève pour des revendications particulières à leur secteur et appelèrent tous les ouvriers de l'usine à les « soutenir financièrement ». Au bout de quelques jours, Billancourt, Flins, Sandouville manquèrent de trains avant et la Régie envoya à la pêche ceux qui, de ce fait, ne pouvaient plus monter les voitures. C'est ce que les patrons appelèrent le « chômage technique ».

Au bout d'une semaine, le travail reprit au Mans et la Régie s'engagea à revoir la grille des salaires dès le mois de juin.

L'ancienne grille de salaires comportait 95 taux horaires pour payer tout le monde du manœuvre au P3.

La Régie justifiait ce nombre de taux excessif par le système d'étude de poste qui détermine le salaire de chacun en fonction de nombreux critères (qualification, incommodité, insalubrité, position pour effectuer le travail, travailler avec la main gauche plutôt qu'avec la droite, etc,). Autrement dit, avec un tel système on ne trouvait pratiquement pas deux ouvriers payés au même tarif. A cet effet, notons que les ouvriers du G.G. non seulement se mettaient en grève parce qu'on leur reprenait une prime d'insalubrité, mais aussi parce que l'ouvrier montant le côté gauche d'un train avant n'était pas payé au même tarif que celui exécutant le même travail sur le côté droit.

Au mois de juin, la direction convoqua les syndicats pour discuter de la nouvelle grille applicable au 1er octobre. D'entrée de jeu, la Régie expliqua qu'elle était prête à recevoir la grille mais à la condition que cela ne modifie pas sensiblement la masse salariale.

Elle proposa 24 taux horaires pour les manœuvres et O.S. plus 30 taux pour les professionnels en les majorant de 1 % pour les fessionnels et proposa aux syndi- O.S. et de 2 à 3 % pour les procats de signer un accord, ce qu'ils refusèrent. En réalité, la C.G.T. avait déclaré que c'était un grand pas en avant et qu'il fallait maintenant « améliorer cette nouvelle grille », mais la C.F.D.T. lui força la main en refusant d'emblée de signer sans toutefois faire de contrepropositions valables. La Régie décida d'appliquer cette nouvelle grille malgré le refus des syndicats de signer et envoya à chaque ouvrier sa nouvelle grille sans préciser les modalités d'application. Les O.S. trouvèrent que ça ne faisait pas grande différence, que cela passait même inaperçu, mais les professionnels, eux, semblaient y trouver leur compte et pas mal d'entre eux critiquèrent les syndicats de ne pas avoir signé.

Mais au début de la semaine, la maîtrise du département 77 signifia aux travailleurs leur nouveau taux et leur nouvelle position dans la grille applicable au 1er octobre. Les professionnels de l'entretien qui avaient tous de l'augmentation allèrent en délégation auprès du chef de département parce qu'ils s'estimaient lésés, se retrouvant dans la nouvelle grille à un, deux ou trois indices inférieurs à celui qu'ils occupaient dans l'ancienne. On leur répondit que c'était la stricte application de ce qu'avait décidé la direction. Ils décidèrent alors de se mettre en grève, élirent un comité de grève et revendiquèrent :

— la suppression de la catégorie taux d'embauche pour les compagnons ayant de l'ancienneté ;

— la même position dans la nouvelle grille que celle occupée dans l'ancienne ;

— incorporation de la prime de zone au salaire ;

— paiement des heures de grève.

Au bout de deux jours de grève, la direction décidait d'incorporer la prime de zone au salaire et assurait que les chefs de département avaient la possibilité de débloquer les indices mais refusait de donner suite aux autres revendications et de payer les deux jours de grève.

Les ouvriers du 77, par 180 voix contre 108, décidèrent de reprendre le travail. Les résultats sont minimes et sont loin de faire le compte avec les deux jours de salaires perdus.

Cette grève peut paraître surprenante. En effet, la nouvelle grille comportait des avantages par rapport à l'ancienne et par ailleurs ce sont ceux auxquels elle apportait le plus, les professionnels, qui ont riposté.

C'est qu'en fait, les travailleurs en ont assez de voir leurs salaires tributaires d'une foule de critères, dont les études de poste, qui rend les rémunérations différentes les unes des autres dans lesquelles ils ont bien du mal à s'y retrouver. Ils attendaient une amélioration de leur paye et une simplification du calcul de cette paye. L'augmentation était faible et le calcul restait aussi compliqué. Puisqu'on en restait à un système de grille compliqué, les travailleurs n'admettaient pas de voir leur indice réduit même si cela ne correspondait pas à une réduction de leur salaire.

Les syndicats, eux, n'avaient pas signé, espérant bien que quelques désillusions ne manqueraient pas d'alimenter la rubrique des mouvements de protestation. Celui du 77 a été un peu plus dur que prévu mais est resté localisé donc pas dangereux. Car le problème ne peut être résolu que dans la suppression de la grille des salaires et non dans un aménagement contestable et contesté. Mais cela ne peut être obtenu que dans le cadre d'une lutte d'ensemble car les formes de rémunération existent à l'échelle de l'usine et non d'un atelier.

Les syndicats se gardent bien d'élargir la lutte et les travailleurs ont encore l'illusion de pouvoir régler par petits secteurs une partie de leurs problèmes.

Tant que cette situation subsistera, les conflits ne manqueront pas de se produire et rien ne dit qu'un petit conflit ne devienne le révélateur d'une lutte de plus grande envergure. L'exemple du mois de mars au Mans peut très bien se renouveler avec une issue plus heureuse pour les travailleurs.

KODAK (Vincennes)

L'ENTERREMENT DE LA GREVE

PLUSIEURS centaines d'ouvriers s'étaient mis spontanément en grève à Kodak-Vincennes (3.500 salariés) le jeudi 25 septembre, et le lendemain, à l'appel des syndicats, ils étaient 1.200 à débrayer 24 heures. Il fut alors convenu qu'on se retrouverait le lundi matin à 8 heures.

Mais lundi matin, les syndicats se contentèrent de distribuer un tract, annonçant ce que tout le monde savait déjà : qu'une délégation serait reçue le lendemain par la direction. Les travailleurs étaient invités à se réunir dans chaque atelier pour approuver les revendications... qui avaient déjà été approuvées le vendredi au cours des diverses assemblées. On insistait sur le fait que c'était déjà une grande victoire que la direction veuille bien discuter.

On ne saurait davantage se moquer du monde : ainsi quelques bureaucrates (la plupart des délégués n'étaient même pas au courant) pouvaient décider d'annuler une réunion décidée par des centaines de travailleurs. Les syndicalistes après cela pourront toujours se plaindre de l'écœurement et de la passivité des ouvriers !

Au cours des négociations, la direction fit juste ce qu'il fallait de concessions pour calmer un peu le mécontentement. Elle céda 4 % d'augmentation pure et simple le 1er octobre, au lieu de 2 % plus 2 % à valoir sur les prochaines augmentations. De plus, une prime de fin d'année de 100 F fut accordée. A part cela, quelques belles promesses, comme celle d'étudier un système d'échelle mobile.

Mais les grévistes avaient pris au sérieux leurs revendications de 6 % d'augmentation, plus 40 F par mois pour tous. Ils estimaient avoir été dupés. Certains parlaient même de reprendre la grève.

Chez HACHETTE (Paris 15e)

Grève des perfos

DEPUIS quelque temps, le mécontentement régnait chez les 32 perforatrices d'Hachette, rue des Cévennes dans le 15e.

Vendredi 26, un groupe d'entre elles arrête le travail et va trouver le délégué C.G.T. pour lui exposer leurs revendications :

— un quart d'heure de pause,

— suppression du travail du soir (équipe d'après-midi),

— augmentation pour toutes de 100 F par mois.

Les délégués promettent d'aller voir la direction et le travail reprend normalement.

La discussion n'a rien donné, les perforatrices débrayent donc lundi soir, une heure avant la sortie. Mardi matin, la direction cède sur les deux premiers points et propose une augmentation en fonction du rendement : 50 F pour 10.000 trous, 100 F pour 11.000 trous. Refusant le système du rendement et la division par le biais des salaires différents, 25 d'entre elles se mettent en grève illimitée pour obtenir une augmentation des salaires de 1.115 à 1.200 F comme chez Larousse.

Dans le reste de la boîte, le personnel reste plutôt indifférent à la grève. Pas d'information précise, un simple panneau des syndicats annonçait le fait et exposait les revendications, les grévistes quant à elles restaient dans leur atelier ne cherchant pas non plus à populariser ni à étendre leur grève. Traditionnellement considérées, et à juste raison, pour peu combattives, les perforatrices tiennent à ce que leur mouvement reste catégoriel, mais elles tiennent aussi à leurs 1.200 F mensuels.

Dans l'atelier, après un ralentissement dans l'arrivée des commandes, celles-ci recommencent soudain à affluer, la direction fait effectuer le travail dans les bureaux de Citroën.

Quand il s'agit pour eux de défendre leurs intérêts face aux travailleurs, les patrons savent se rendre des services, sans prendre en considération qu'ils appartiennent à des secteurs différents. On pourrait bien en faire autant !

LE SALON... DES CONTRADICTIONS

Le Salon de l'Auto : Regardez, mais ne consommez pas !

un monde fou qui profite à tous... ...les exploiteurs

C'EST sous le signe des contradictions que s'est ouvert le 56e salon de l'automobile. D'un côté la floraison de nouveaux modèles, plus grands, plus confortables, plus rapides et bien entendu plus chers ; d'un autre, les futurs acheteurs séduits par une publicité tapageuse, mais manquant de place pour garer les voitures plus longues, de routes pour exercer des vitesses élevées, et de crédits pour acheter les véhicules convoités. C'est ainsi que ces fruits d'une technique très poussée ne trouvent guère leur utilisation que pour la satisfaction des yeux et le snobisme des mordus de la bagnole.

Car enfin, 10 cm de plus sur un million d'autos, cela nécessitera pour les garer 100 km de plus le long des trottoirs, qui eux, ne sont pas élastiques. Bonne affaire pour les contractuels.

Toutes les nouvelles voitures ont un compteur qui marque au moins 10 km de plus à l'heure. La nouvelle Citroën atteint le 190 km/h tandis que la Mercedes annoncée pour 280 km/h fait, en réalité, selon la réponse de son représentant au président de la République, du 320 km/h. Il est vrai que celui-ci a exprimé l'opinion que « ce n'est pas la vitesse qui cause des accidents mais la maladresse et la méconnaissance du code de la route ». Là, le président de la République est encore en contradiction avec les assurances, les journalistes, la police, les tribunaux et les experts qui, chaque jour, accusent et condamnent les excès de vitesse.

A l'occasion de ce salon, France-Inter a interrogé un spécialiste américain sur la « sociologie de l'automobile ». D'après cet expert, l'automobile s'individualise de plus en plus, nous allons vers une variété de plus en plus grande de modèles parce que nous allons vers la possession d'une voiture, non seulement pour chaque famille, mais pour chaque individu en âge de conduire. Cela est très bien, mais où fera-t-on rouler toutes ces voitures ?

Pour l'instant, l'Etat autorise le lancement d'un emprunt pour permettre l'extension de la production de l'acier dont bénéficiera, dans une large mesure, l'industrie automobile. Mais, parallèlement, il réduit les crédits consacrés à la construction des autoroutes et à la construction des parcs de stationnement.

Comme à l'habitude, le président de la République a honoré de sa présence l'inauguration du Salon de l'auto. Dans sa fièvre d'innovation, il n'a pas voulu que cette inauguration se fasse comme à l'habitude, seulement en présence des officiels, mais avec les autres visiteurs. Cela a, paraît-il, provoqué quelques bousculades, provoquant, entre autres, la chute d'un ministre, M. Ortoli, dans un parterre de bégonias. Tout un symbole de l'ordre et des perspectives que nous offre le gouvernement.

Mais avant que l'ensemble du gouvernement ne tombe dans les bégonias, le président de la République et ses lieutenants ont pris un certain nombre de mesures pour limiter la consommation des petites merveilles exposées au Salon. N'espérez pas trop vite rouler dans ces voitures. On les réserve en priorité à l'exportation pour faire rentrer des devises. Mais les constructeurs ont aussi besoin de garder leurs clientèle intérieure et ils contre-attaquent les arguments gouvernementaux par une publicité tapageuse. Là encore, la contradiction éclate. D'un côté, les constructeurs qui veulent maintenir et développer leurs ventes malgré les hausses de prix consécutives à la dévaluation, et de l'autre, le gouvernement qui tente de retenir l'argent des futurs acheteurs dans les caisses d'épargne. La conclusion, c'est M. Peugeot qui l'a exprimée avec un certain cynisme.

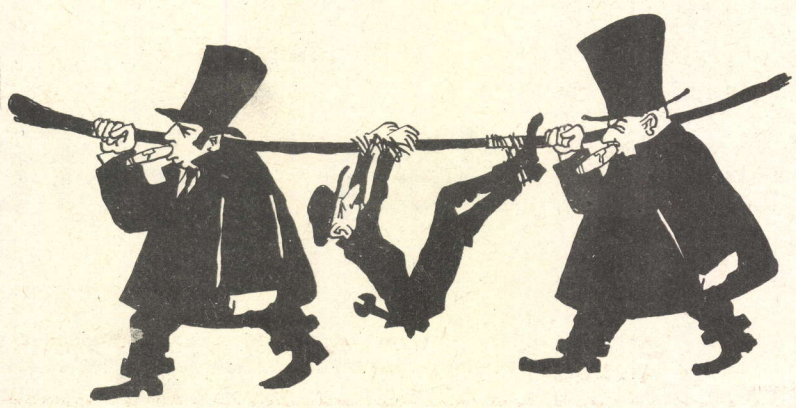
« Nous vivons dans un monde fou, mais pour le moment, nous en profitons tous. » Tous les constructeurs d'automobiles qui gagnent de l'argent en vendant leurs engins, le gouvernement qui prélève sa dîme de 33 % sur la vente de la voiture, de plus de 75 % sur la vente de l'essence, qui perçoit le prix de la vignette et qui contrôle les sommes fabuleuses des assurances obligatoires.

Si ces gens-là en profitent tous, c'est que d'autres en font les frais. En premier lieu l'automobiliste, c'est-à-dire aujourd'hui la majorité des citoyens qui, bon gré mal gré, doivent avoir une automobile pour compenser la carence des pouvoirs publics en matière de logements, ce qui les oblige à habiter fort loin de leur travail, et en matière de transports en commun.

L'automobile qui devrait être un moyen de transport pratique, confortable et agréable, devient une calamité dans un monde en folie.

Austérité ?

PAS POUR TOUS LE MONDE



Un safari... sans devise.

« Entre le coût de vos dernière chasses,

ET CE QUE VOUS PROPOSE U.T.A., faites vos comptes...

UN SAFARI EN AFRIQUE VAUT BIEN LA DIFFERENCE

8 JOURS :

3.085 F TOUT COMPRIS...

C'est l'alléchante publicité parue dans les journaux de la semaine dernière.

Ces 3.085 F permettront au spéculateur patriote de dépenser en 8 jours, l'équivalent de trois mois de salaire d'un ouvrier.

Et Chaban-Delmas s'étonnera sans aucun doute bientôt à la télévision, de ce qu'en n'achetant pas sa machine à laver, la ménagère n'ait pas réussi à sauver le franc !

Ma visite au salon

VENDREDI, je suis allé au Salon, comme tous les ans. Comme j'ai l'esprit civique, j'ai fait comme m'y invitait la publicité, j'ai pris le métro. C'est vrai, avec le nombre d'amateurs de bagnoles et la publicité qui est faite autour du Salon, si tout le monde venait en voiture, on ne pourrait pas circuler et stationner ; avec le manque de contractuels, ce serait un beau bazar.

A la gare Montparnasse, une bande de provinciaux est montée dans mon wagon. On voyait qu'ils allaient au Salon, ils avaient la plaque de l'A.C.O. pendue au cou. Pour ne pas gêner sur les routes, pour ne pas risquer un accident, ils avaient pris le train. C'est pas tellement bon marché, mais vu le prix de l'essence qui a encore augmenté, ce n'est pas terrible.

J'avais mal choisi mon jour : un monde fou, et en plus Pompidou inaugurait. J'ai pris un coup de coude et je me suis retrouvé coincé entre Ortoli et Giscard. Ce qui fait que je n'ai rien vu. Mais j'ai entendu et je n'ai pas tellement compris.

Surtout quand Pompidou a souhaité au P.D.G. de Renault de faire des tas d'affaires et des tas de bénéfices. Faut croire que ce qu'il a dit sur les machines à laver ne vaut pas pour les autos. Je ne l'ai pas dit à ma femme. Elle voulait acheter une 4 L à crédit en comptant sur mes 2 % d'augmentation en octobre, mon 1 % en novembre et ma prime de mars (celle de décembre c'est pour la vignette et un peu l'assurance). Moi je suis un bon Français, je lui avais dit : « On l'achètera au comptant ; on aura en plus les intérêts du livret. »

Heureusement qu'il y en a qui peuvent acheter des grosses bagnoles au comptant, sans ça notre industrie automobile ne ferait pas long feu. D'ailleurs, Dreyfus a dit qu'il était un homme heureux et M. Peugeot que « nous vivons dans un monde de fous, mais en profitons tous ». Il parlait des constructeurs, ça j'ai compris.

Comme j'étouffais et comme Giscard commençait à me regarder d'un sale œil (malgré mon livret de Caisse d'Epargne qui dépassait de ma poche), j'ai pris la tangente, le métro, et je suis rentré.

En passant, je suis allé vérifier le verrouillage des portes de ma vieille 4 CV. Ça allait, mais sous l'essuie-glace, il y avait une carte perforée : « stationnement intempestif », c'était marqué.